

Léon E. SCHILLINGS

Aventures d'un « agent secret amateur » à la fin de la guerre 40/45.

Récits de missions diverses en Belgique, en Allemagne, en Suisse et en Autriche.

Sommaire

AVANT - PROPOS.....	1
Participation au réseau S.B.S.	5
Premiers contacts.....	5
Découverte d'une organisation.....	7
Changement de personnalité	10
Coopérations multiples.....	12
Nouveau départ, nouvelle mission	16
Encore une nouvelle mission et l'aide aux rapatriés	20
Un séjour au TYROL	26
Un rôle marginal et ingrat vis a vis du roi Léopold III.....	30
Une démobilisation difficile.....	33
Remarques finales	36
Annexe	39
Fiche de renseignements sur JOSEPH ROMAINVILLE.....	39

AVANT - PROPOS.

La période de l'occupation allemande de 1940 à 1945 causa bien des problèmes aux belges et aux français. Elle en causa bien d'autres à ces parties de pays qui furent considérées comme ré-annexées par les allemands c. à d. l'Alsace/Lorraine, pour la France et les cantons de l'Est pour la Belgique. Les raisons avancées étaient ethniques et historiques. D'une part la population de ces régions était considérée comme appartenant au groupe des "ethniques allemands" (les "VOLKSDEUTSCHE"), d'autre part ces territoires avaient appartenu, pendant une partie du XIXe siècle, à la Prusse. Pour la Belgique les deux arguments étaient boiteux. Personne n'admettra que les habitants de MALMEDY sont ethniques allemands, et à la limite du canton d'EUPEN, neuf communes furent annexées à l'Allemagne, alors qu'elles n'en avaient jamais fait partie.

Les conséquences pour les habitants allaient être dramatiques. Ils furent progressivement soumis à toutes les contraintes des nationaux allemands, jusque et y compris le service aux armées sous l'uniforme de l'occupant. Tous les moyens de pression imaginables furent employés pour briser une résistance éventuelle. Et pourtant celle-ci exista. Des jeunes du canton de Malmédy, suffisamment bilingues, s'évadèrent vers l'intérieur du pays, vers la zone occupée. Les habitants qui restèrent trouvèrent mille et un moyens de se libérer, ne fut-ce que partiellement des effets d'une tutelle non désirée. Là où avaient existé des mouvements de jeunesse ou syndicaux, il fut possible de donner à cette résistance, une certaine cohésion. Beaucoup de prêtres jouèrent un rôle, parfois discret mais souvent efficace, dans le maintien d'un minimum d'indépendance d'action. Mais aussi d'anciens secrétaires de syndicats ou de mutuelles ou d'anciens chefs de mouvements de jeunesse, en particulier les scouts.

Certaines activités de résistance pouvaient trouver un terrain favorable dans les failles de la législation allemande. Il y avait chez les occupants un mélange de brutalité dans l'action et de respect de certaines

règles de droit international. Ils acceptèrent ainsi un certain flou dans les décisions concernant la nationalité. Les habitants qui pouvaient démontrer qu'un de leurs aïeux directs n'avait pas eu la nationalité allemande avant 1918 ou n'avait pas vécu dans les territoires annexés avant cette date obtenaient un statut provisoire "d'allemands potentiels, mais non acquis". En jargon juridique allemand "Deutsche auf Wiederruf" : "allemands sauf décision inverse ultérieure". Ils n'avaient que des droits de résidents; ils n'avaient surtout pas l'obligation de prêter un service aux armées. De plus, ils obtenaient plus facilement des autorisations de circuler de l'autre côté de la frontière c.à.d. en territoire simplement occupé. Ce statut fut appliqué assez largement au début à tous les habitants des villages qui n'avaient pas fait anciennement partie de la Prusse. Il s'appliquait également aux habitants du village de LA CALAMINE, qui sous le régime de MORESNET NEUTRE, ayant existé de 1815 au Traité de Versailles, étaient de nationalité belge ou neutre.

Ce sont ces circonstances très particulières qui firent que l'auteur fut recruté dès l'été 1940 d'abord comme informateur puis comme agent régulier du service de renseignement dirigé à LIEGE par Walthère DEWE, sous le nom de CLEVELAND. Ses parents, originaires de l'ancien territoire neutre, avaient émigré avant la première guerre mondiale à VERVIERS, où il naquit. Au début des années 20 ils acquirent une propriété dans le village de KETTENIS, aujourd'hui englobé dans l'entité d'EUPEN. Il s'agissait d'une grosse maison située à la lisière de l'HERTOGENWALD. Après le décès du père en 1928 la famille réintégra VERVIERS, mais pour des raisons liées à la santé de l'aîné des enfants, reprit possession de son logement rural dans les cantons de l'Est en 1932.

Au moment de l'annexion par les allemands, j'étais étudiant en première année de l'École Supérieure des Textiles à VERVIERS. Considéré comme un belge de l'intérieur, immigré dans les cantons, je reçus l'autorisation de poursuivre les études à VERVIERS. Ceci impliquait le passage régulier à la frontière séparant le territoire annexé du territoire simplement occupé. Mais en plus le statut de résident, en attente de nationalité, donnait les mêmes droits de circulation en Allemagne qu'aux nationaux. Du moins jusqu'en 1943. Pour augmenter les facilités, je m'arrangeai par ailleurs pour obtenir, en Belgique occupée, une identité de remplacement. Grâce à celle-ci je pouvais aussi circuler en territoire belge et en particulier me rendre à BRUXELLES.

Tout était donc en place pour que je puisse jouer pour un service de renseignement un rôle de tête de pont en territoire annexé. Je fus recruté par Paul DEMEZ, inspecteur à la police judiciaire à LIEGE, qui avait été mon chef chez les louveteaux. Il avait surtout été l'organisateur sur des bases solides du mouvement scout dans les cantons de l'Est et m'avait appelé en 1938 à le seconder dans cette tâche, en tant que secrétaire du district EUPEN-MAMEDY-SAINT VITH qu'il avait créé. Il installa lui-même d'autres antennes, plus ou moins efficaces de l'autre côté de la nouvelle frontière. D'autres services avaient d'ailleurs eu la même idée. Même Walthère DEWE disposait au départ de BATTICE d'une équipe active en Allemagne. Il y avait aussi des groupes de ce genre travaillant pour d'autres réseaux, au départ de SPA/ FRANCORCHAMPS vers MALMEDY.

Notre cellule fut très active dès l'été 40 : il s'agissait de rassembler tous les renseignements concernant la préparation puis les effets de la bataille d'Angleterre. Dès la fin 1940 les questions portèrent sur le renversement possible des alliances à l'EST. Tous les mouvements de troupes en ce sens étaient recensés. Notre ardeur était telle qu'elle contribua sans doute à l'arrestation de Paul DEMEZ, le 18 février 1941, par suite de l'imprudence d'une jeune fille de WELKENRAEDT trouvée, à la frontière, en possession de notes d'observation qu'elle avait négligé de détruire avant de repasser en zone annexée.

Heureusement les lois du cloisonnement étaient déjà strictement appliquées dans nos cellules. De plus, Paul DEMEZ déploya une grande habileté pendant les interminables interrogatoires auxquels il fut soumis pendant des mois. Il fut finalement condamné à mort par les tribunaux militaires allemands. Cependant cette sentence ne fut jamais exécutée et remplacée par un emprisonnement en cellule pour toute la durée de la guerre. Il fut parfois sur la liste des otages à fusiller. Des transferts providentiels de lieu de détention permirent d'éviter le pire. Il rentra à la libération, fortement éprouvé par les années de solitude et de menaces. Après un long repos et l'aide efficace de sa femme, il put reprendre du service et termina sa carrière comme commissaire en charge de toute la zone frontalière avec l'Allemagne.

La succession de Paul DEMEZ, en tant qu'élément central du dispositif de VERVIERS, fut reprise par le Dr José LAMBERT. En tant que médecin légiste, il avait des raisons professionnelles pour se rendre chaque semaine à LIEGE. Son correspondant régulier était le DR STREIGNAERT, ami personnel de Walthère DEWE. José était un ami de longue date. Il ne faisait pas jusque là partie du réseau. Il savait qu'il devrait remplacer notre ami commun en cas d'arrestation de celui-ci. Pour authentifier cette passation de mission il se présenta à moi avec une phrase convenue où il était question de "petit chaperon rouge". Il fut jusqu'à la fin de la guerre un remarquable chef de secteur, mettant ses talents de médecin tranquille au service de celui-ci, mais aussi de l'Armée Secrète et des coordinations locales de la résistance. Je le voyais chaque semaine, si possible le jour avant son déplacement à LIEGE. Il paraît que je souffrais du cœur.

L'arrestation d'un élément important à VERVIERS et d'autres ennuis à LIEGE furent une rude épreuve pour le réseau. Tous les collaborateurs furent incités à agir avec plus de professionnalisme. Car d'où venait notre formation ? Quelques anciens à LIEGE avaient fait partie en 14/18 de la "DAME BLANCHE" dont ils se sentaient les continuateurs. A notre niveau, ce que nous en connaissions venait de quelques lecteurs, dont en particulier le livre "Passeurs d'Hommes" de MARTIAL LEKEUX. Pour certains la lecture de livres de BADEN POWELL relatant ses expériences d'agent secret donnaient quelques indications sur ce qu'il convenait d'éviter. Mais l'essentiel, nous dûmes l'acquérir sur le terrain. Certains auteurs ont d'ailleurs déjà fait remarquer qu'heureusement les allemands nous en laissèrent le temps, en s'enivrant au début de la satisfaction d'une victoire qu'ils croyaient totale.

L'un des meilleurs conseils reçus directement de Walthère DEWE fut de toujours proportionner le risque à l'intérêt du résultat. "Si d'obtenir des renseignements comporte des risques, regardez une carte d'Europe et pensez à l'impact de votre information parmi toutes les autres, pensez que la guerre va encore durer longtemps et que ce qui paraît important à l'instant ne le sera plus au moment décisif, pensez à l'utilité de la récolte alors que vous n'êtes qu'un maillon géographique et temporel ; soyez intelligents ". Ce n'était qu'une version plus précise d'un slogan de l'Intelligence Service, déjà cité par BADEN POWELL : "Use your head".

Plus tard, il m'est arrivé de rencontrer de vrais professionnels du renseignement anglais. Ils reconnaissaient volontiers qu'ils avaient rarement eu des consignes plus précises que celles-là. Cependant pour nous aussi des demandes pressantes et précises arrivaient parfois. Par exemple le jour où il me fut demandé de me rendre en Allemagne pour être présent pendant une période de bombardements de plusieurs jours pour établir un rapport circonstancié sur les conséquences physiques et psychologiques d'une telle opération.

Respecter les règles strictes de cloisonnement n'était pas toujours aisé. Il me fallait contacter régulièrement une douzaine d'agents ou d'indicateurs dans la région frontalière sans qu'aucun d'entre eux ne soupçonne l'existence des autres. Chacun se croyait unique. Il fallait répartir les contacts dans

le temps et pour chacun d'entre eux trouver une justification de loisirs, d'étude ou simplement de plaisir de prendre un verre ensemble.

La participation à d'autres activités patriotiques posait un problème ardu. En 1940, il fallait faire flèche de tout bois. Il y avait un début de presse clandestine (à fournir en articles et à distribuer), il y avait l'organisation de manifestations pour le 11 novembre à VERVIERS, il y avait le scoutisme clandestin à mettre en route dans la région d'EUPEN, il y avait les discussions nombreuses avec les jeunes agriculteurs des cantons pour évaluer les possibilités d'action concertée. Peu à peu tout cela sera épuré et en 1942/1943 le renseignement aura pris la priorité. Il se répartissait malgré tout en travail pour l'Armée Secrète et pour le réseau raccroché à LONDRES. Le scoutisme clandestin gardera cependant sa place importante dans mes activités : rencontres, excursions, réunion à OVIFAT etc. Évidemment il procurait aussi des contacts utiles, surtout depuis qu'un certain nombre de ses membres avaient été enrôlés de force dans l'armée allemande. Cela procurait d'excellents informateurs.

Au fur et à mesure que le travail devenait plus efficace, l'étau de la GESTAPO se resserrait. Ses agents travaillaient beaucoup par instinct. Toute personne qui semblait rester un tant soit peu indépendante dans ses comportements était l'objet de surveillances croisées. Il y avait une compétition entre les services (district, ville ou surveillance des frontières) pour découvrir des suspects. Chaque occasion était bonne pour supprimer un espace de liberté. Au printemps 43, il parut clair que le temps du permis de passage spécial à la frontière touchait à sa fin. L'un des inspecteurs frontaliers était persuadé que j'en abusais. Je parvins tout juste à maintenir ce statut jusqu'après les examens de fin d'études d'ingénieur textile. Je fis une dernière grande virée en Allemagne puis je dus me résigner à abandonner mes fonctions à cheval sur la frontière. De "permanent" je fus officiellement déclassé en informateur occasionnel.

Toutes les dispositions furent prises pour que de nouvelles forces entrent en jeu sur le plan local. On a souvent tendance à dénigrer les personnes venues tard à la résistance. C'est souvent injuste. Elles n'avaient peut-être tout simplement pas trouvé le contact voulu. Pendant des mois elles avaient aidé où elles avaient pu mais sans appartenir formellement à une organisation. Il a existé un formidable réservoir de bonnes volontés dans lequel on a pu puiser au fur et à mesure de la mise hors course des premières équipes où des demandes des services alliés...

Ma nouvelle situation à BRUXELLES m'a permis de vivre concrètement cette situation d'attente. Devenir informateur occasionnel après avoir été sur la brèche en permanence pendant trois ans donnait une impression de vide. Bien sûr les attentes vis à vis d'un rôle à jouer à la libération dans le cadre de l'Armée Secrète se précisaient. On me demanda durant l'été 1944 un rapport complémentaire sur ce que devrait être l'avenir des cantons de l'Est. Je visitai tous les informateurs possibles que je pouvais atteindre sur le territoire belge. J'en contactai même certains de l'autre côté de la frontière par l'intermédiaire d'amis sûrs. Et c'est en partie grâce à ce travail que je me trouvai à la libération attaché au commandement mis en place par l'AS dans la ville d'Eupen. Cette mission prit fin quelques semaines plus tard lors de la démobilisation de l'Armée Secrète (15 octobre 1944).

Mais cette fois-ci je n'aboutis pas à la "réserve". Je resterai toujours reconnaissant à Gérard-Louis BLITZ pour m'avoir introduit dans un service qui poursuivait des activités d'information en-dehors du territoire belge. Après une heure de contact, il m'a fait confiance et demandé de rejoindre les services SBS (initiales signifiant "Service Botte en Suisse" mais transcrit souvent pour faire plus officiel en "Service Belge en Suisse"). Pour eux j'étais aussi un ouvrier de la dernière heure, venant partager les moments excitants de la fin de la guerre, sans avoir peiné dans l'ombre pendant deux ou trois ans.

C'est à eux que ces notes veulent rendre hommage. Comme j'ai pris le train en marche, je parlerai de leurs activités sans suivre un ordre chronologique absolu, mais en les présentant par leur actions et leurs méthodes dans quelques domaines. Je fus avec eux d'octobre 1944 à janvier 1946. Il sera question en particulier de :

- le Service SBS (portraits)
- le séjour en pays neutre
- le service au roi
- le contrôle du rapatriement
- d'un service belge parmi les alliés.

Cela dans l'esprit d'une phrase de CHABAN-DELMAS : « Après ces années où tant de choses pouvaient se faire par le libre choix des acteurs ... que pouvait-on encore attendre de la vie... sauf à commencer de vivre quelque chose de tout à fait inconnu : la vie d'un citoyen ordinaire ».

Participation au réseau S.B.S.

Premiers contacts

Mes aventures avec SBS ont commencé alors que j'étais assis à mon bureau des "Civils Affairs" d'EUPEN. Ce matin-là, je réglais des questions routinières de permis divers demandés par les habitants. Je vois entrer le substitut MARTINI, avec lequel nous avons établi une franche collaboration. Il avait été parachuté dans cette région où il ne connaissait rien de la situation et de plus sans instructions particulières. Il avait été heureux de trouver chez moi, un appui et des éclaircissements dans le cas de dossiers délicats.

Il était accompagné en ce jour du début octobre 1944, par un géant athlétique, dans lequel je reconnus facilement le champion de natation Gérard-Louis BLITZ. J'avais eu plusieurs fois l'occasion de le voir en action, avant la guerre, dans des rencontres de natation auxquelles participait aussi mon frère.

Ils me dirent l'un et l'autre qu'ils avaient besoin de moi, mais sans me donner plus d'explications. Ils me dirent cependant qu'ils espéraient que je pourrais abandonner mes activités, pour un moment, afin d'accompagner le visiteur venu de BRUXELLES, avec une mission pour la Sureté Générale de Belgique. J'en fis part à mes collègues et j'accompagnai les deux hommes jusqu'au bureau de MARTINI distant d'une centaine de mètres.

Là ils m'expliquèrent que des services alliés, envoyant des hommes derrière les lignes allemandes par pénétration ou par parachutage recherchaient des papiers d'identité récents avec tout leur accompagnement. Il fallait des documents récents, car les allemands les changeaient de temps à autre. Peut-être pensaient-ils qu'il serait possible d'en trouver dans les deux ou trois villages déjà conquis par l'armée américaine. Mon aide leur semblait pouvoir être utile comme guide et comme intermédiaire vis à vis de l'armée alliée. Ils savaient qu'un morceau de territoire allemand était sous leur contrôle, mais pas quels villages et où ils se situaient.

C'étaient en réalité deux villages du versant allemand des Hautes Fagnes, qui étaient dans cette situation. D'ailleurs le front restera longtemps bloqué à cet endroit par suite de l'acharnement des allemands à défendre les barrages de la ROER, dernier obstacle avant la plaine rhénane.

En conclusion de leurs réflexions, et Gérard BLITZ et le substitut MARTINI estimèrent que ma collaboration pouvait être utile. D'une part je connaissais bien cette région, et d'autre part j'avais assez circulé en Allemagne pour pouvoir indiquer quels documents seraient utiles à emporter.

Il fallut d'abord convaincre le colonel américain en charge des services de renseignement (à l'époque le CIC) Après mûres réflexions et quelques vérifications, il mit à notre disposition une jeep avec deux hommes. Il nous envoya à ROETGEN, avec une recommandation pour le commandant de l'unité blindée installée dans cette localité (3th armoured division). C'est ainsi que Gérard BLITZ et moi fûmes conduits vers la ligne de front. La traversée de la forêt se fit sans difficultés particulières. Nous avons noté les nombreuses pancartes indiquant que le déminage n'avait été que sommairement exécuté, et qu'il était dangereux de quitter le chemin dégagé. Mais même ainsi, il y avait des accidents: un ami du chauffeur avait sauté sur une mine la veille au soir.

Il y eut un contrôle au carrefour de VENN KREUZ, là où pendant la guerre nous avons organisé des cérémonies de promesse scout dans la clandestinité. Le second contrôle se situa au passage à niveau de ROETGEN, là où la VENNBAHN coupe la route. Ce poste avait été averti par téléphone de campagne au sujet de notre arrivée. Il nous conduisit directement à une des rares villas intactes au centre de la localité.

C'est là qu'était le PC. La ligne de front était à 500m. Mais cette maison était protégée des tirs directs par un épaulement de terrain. De chaque côté se trouvait un tank Sherman. Ces deux blindés échangeaient continuellement des tirs avec les allemands. La riposte de ceux-ci s'abattait parfois très près de là.

Nous attendîmes quelque temps pour voir arriver enfin un sympathique géant américain: le colonel LOVELADY. Pendant les présentations, la conversation fut difficile à cause du bruit des canons. Pour finir, notre hôte fit transmettre aux opérateurs l'ordre de momentanément suspendre les tirs. Puis, il nous invita, tout en discutant, à partager son repas. Je me rappelle du dessert: deux pêches au sirop, agrémentées de crème fraîche. Une vache abandonnée avait manifesté de la bonne volonté vis à vis des envahisseurs.

Notre interlocuteur était un homme d'une culture étonnante. Il dirigeait une entreprise de mécanique dans le Middle West. Cette entreprise travaillait maintenant pour l'armée. Tout ce qu'il y avait à faire était donc prescrit par les cahiers de charges et par les visiteurs du Ministère de la Guerre. Cette administration le persuada qu'il pouvait laisser la gestion de l'entreprise à son frère moins valide que lui et prendre un commandement à l'armée.

Après un séjour en formation à l'académie militaire de West Point, il s'était trouvé à la tête d'une unité de blindés en Angleterre. Il avait donc été mis à l'œuvre directement comme colonel. Pour les papiers, il ne put pas nous aider beaucoup. Il connaissait la question, mais un américain de l'OSS était déjà passé. D'autre part, les allemands n'avaient rien laissé ou bien ils avaient brûlé ce qu'ils n'avaient pu emporter. Notre récolte, sans être nulle, fut donc bien maigre.

Nous reprîmes la route d'Eupen. A peine avions nous franchi le barrage du chemin de fer, que Gérard attaqua. Il expliqua que le service auquel il appartenait était aussi chargé de recruter des candidats pour des missions en Allemagne. La pénétration devait se faire par le Jura, où les lignes étaient encore enchevêtrées, ou même par la Suisse. Il me donna moins d'une heure pour me décider de l'accompagner à Bruxelles. Nous passâmes par la maison familiale pour dire à ma mère qu'elle ne me verrait plus pendant quelques jours et par le commandement de place pour obtenir un congé afin de répondre à un rendez-vous à Bruxelles.

C'est dans cette ville que je rencontrai celui qui me fut présenté sous le nom de Lucien. Il était le chef du service dont Gérard m'avait parlé. Il avait été auparavant celui du service "Botte". C'était d'ailleurs son nom dans les milieux de la résistance. Il avait fait, pendant l'occupation, l'aller-retour vers l'Angleterre. Je n'eus pas beaucoup d'explications de sa part. Il me demandait seulement d'être prêt à partir vers le 23 octobre. J'étais prêt à beaucoup de choses, mais quand même un peu perplexe. Ma fiancée me conseilla de demander l'avis de son frère, William Ugeux. Celui-ci m'encouragea à accepter, disant le plus grand bien de Botte et de son efficacité.

Je retournai donc à Eupen, bien décidé à ne pas y rester. Ma décision fut encore aidée par l'orientation prise par les autorités belges (et alliées) vis à vis des mouvements de résistance. On n'avait plus besoin d'eux et on leur demandait de vider le plancher. C'est ainsi que je fus démobilisé de l'Armée Secrète au 15 octobre. J'eus la satisfaction de pouvoir remettre mes dossiers à mon frère Paul, qui, reprenant du service à l'armée active était habilité à le faire. Celui-ci avait quelques doutes sur les missions qui me seraient confiées. J'eus une discussion avec lui et le major MAMPUYS au siège du II bureau belge. Je mis les doutes du responsable sur le compte de la rivalité interservices, et je confirmai à "Lucien" mon accord pour partir le 23 octobre.

Découverte d'une organisation

Au moment du départ, je trouvai une équipe de cinq hommes et deux femmes groupés autour d'une camionnette fermée de marque Packard. On embarqua tout le monde sans autre forme de process, et au fond sans présentation, en direction du Sud de la Belgique. Deux personnes se trouvaient sur la banquette avant : en principe le conducteur et Jaques Francart qui ne semblait pas être le propriétaire de ce véhicule de livraison. Les autres étaient assis à l'arrière sur deux banquettes parallèles aux parois. On roulait à l'essence, alors qu'à époque presque tous les véhicules ne marchaient que grâce à un gazogène, alimenté généralement au bois ou aux dérivés du bois.

La première étape nous mena à Bouillon. La seule difficulté se présenta sous forme d'un contrôle suspicieux par des supplétifs de la résistance du côté de Gedinne. Après une nuit à l'hôtel, près de la Semois, on partit vers le petit village frontière de MUNO. J'appris que l'arrêt allait se faire chez le bourgmestre de MUNO. C'était un vieil ami de l'organisation et l'organisateur habituel du passage de la frontière. Il nous fit attendre jusqu'au moment où l'équipe de gendarmes français fut relevée par une autre en laquelle il avait confiance. Avec eux, il n'y eut pas de difficultés. Il n'en fut pas de même avec les douaniers. Ceux-ci nous suspectaient de je ne sais quel trafic et nous fouillèrent consciencieusement. Le peu de bagages que nous avons ne leur paraissait pas normal. Cette attitude négative vis à vis des belges allait perdurer longtemps dans les zones frontalières. Les gens disaient que nous avions vendu le pays aux Américains pour avoir à bouffer.

Quelques kilomètres après la frontière, je vis réapparaître les fonds secrets que j'avais entr'aperçus à Bruxelles. Ils avaient été cachés dans la jambe de bois de Jaques Francart. Nous voilà sur les routes de France, direction la Haute Savoie. Après quelques dizaines de kilomètres, la voiture commence à donner des signes de faiblesses. Nous nous traînons difficilement jusqu'à Bar-le-Duc. Là, nous tombons sur un garagiste compétent. Il nous assure malheureusement que la réparation de la voiture prendra du temps. Il allait falloir attendre deux jours avant de pouvoir repartir. Cela nous mettait devant un gros problème. A ce moment, la ligne de front était encore dans les Vosges. BAR-LE-DUC était une base arrière très active de l'armée américaine. Pas question de trouver un hôtel ou un logement chez l'habitant. De plus, la présence d'une équipe de civils circulant en groupe dans une espèce de fourgon mortuaire aménagé, à plaque belge, pouvait à nouveau éveiller des suspicions.

Notre chef de groupe, Justin DUCHAMPS mais RIVIERE dans la résistance arrangea la situation. Il prit contact avec le bureau de place américain qui accepta de tolérer notre présence. Mais pas au-delà d'une heure après la fin des réparations, les américains vinrent d'ailleurs contrôler l'avancement de celles-ci. Il fut convenu avec le garagiste que nous pourrions loger pour deux nuits dans son garage. On sortit des fauteuils de voiture pour servir de matelas. Il y avait quelques couvertures avec nos affaires. N'empêche que nous avions l'air fin, couchés à huit, l'un contre l'autre, dans un hall de garage glacial.

L'administration française qui commençait à reprendre place s'intéressa aussi à nous, et d'une façon bien curieuse. Un inspecteur des finances engagea la conversation et se mit à retirer des poches de ses interlocuteurs, là des cigarettes, là des pièces de monnaie. Nous étions ébahis et chacun regardait la victime de ces saisies en se demandant quoi. Après un temps, notre homme éclata de rire et nous avoua qu'il était prestidigitateur à ses heures. Il s'était amusé à nos dépens. Comme notre réaction lui avait plu, il se montra ensuite très serviable, non sans avoir eu d'abord une conversation en aparté avec Riviere. Je commençais à comprendre que celui qui avait dirigé un réseau pendant l'occupation était un chef aux multiples ressources. Notre inspecteur nous invita plus tard à dîner chez lui. Il avait une excellente cuisinière.

Peu à peu, je faisais connaissance des compagnons du voyage. Il y avait des anciens du service SBS qu'eux appelaient le service Botte en Suisse au lieu du nom officiel à la Sureté service Belge en Suisse. Deux autres étaient des amis de Francart, qui, pour des raisons diverses se rendaient dans les Alpes. Les deux femmes étaient filles de l'ancien bourgmestre d'ENGNIEN, Mr DELANNOY. Celui-ci était une figure un peu folklorique d'avant guerre. Il défendait avec becs et ongles le caractère francophone de sa ville contre les extrémistes flamands GRAMMENS ET BORGIGNON. Toute la famille avait évidemment basculé dans la résistance. L'ainée s'était réfugiée près du lac d'Annecy et avait organisé chez elle, une tête de pont pour les messages du réseau SBS. Elle était assez liée à Gérard BLITZ dont elle était l'agent. Sa sœur Micheline avait été un agent de liaison efficace en Belgique et vers la France. Celle-ci était le seul membre du groupe qui avait à peu près mon âge. Les autres nous paraissaient être déjà des vieux.

Le but de notre voyage se précisait aussi. Du temps de la zone non-occupée, la Haute Savoie avait été le point d'arrivée de courriers destinés à l'Angleterre. De là, il y avait moyen d'orienter les documents, les pièces ou même les hommes soit vers l'Espagne soit vers la Suisse où ils étaient pris en charge par le consulat britannique de Genève, et parfois transmis directement. Plus tard, il s'avéra que la route du Jura, beaucoup plus courte, présentait de l'intérêt. Surtout que la frontière franco-suisse était tenue par

des maquis franco-polonais avec lesquels il y eut une bonne coopération, confiée à un autre membre du groupe Léon GAVAGE, officier d'active à l'armée belge.

Nous quittâmes BAR LE DUC dans l'après-midi. La route fut sans problèmes jusqu'à DIJON, où des américains nous firent le plein d'essence. Puis on partit par Chalons sur Saône vers Bourg-en Bresse. A partir de là, le chemin à suivre n'était pas clair. Les allemands, en se retirant, avaient fait sauter presque tous les ponts. D'autre part, la plus grande partie du Jura était encore entre leurs mains. Nous roulions à nouveau juste à l'arrière de la ligne de front. A un moment donné, nous fûmes arrêtés par une patrouille de FFI alsaciens, parlant à peine le français. Les coups de feu partaient facilement à cette époque, et nous avons réellement craint que notre voyage n'irait pas plus loin. Heureusement que nous avions un laissez-passer signé par le commandant GUILLAUME, des maquis de Haute Savoie, sous lequel l'un des maquisards avait servi. Ils nous conseillèrent cependant d'attendre le matin pour poursuivre, car le secteur était dangereux. Ce que nous ne fîmes pas.

Nous traversâmes BOURG-EN-BRESSE au début de la soirée. Confiants dans les cartes routières, nous prîmes la route la plus courte vers NANTUA. La voiture avançait avec un joyeux ronron. Je somnolais alors que nous descendions vers les gorges de l'AIN. Tout à coup un cri : "il n'y a plus de pont". Puis, un fameux coup de frein et un virage sec. Tout le monde descendit pour voir à quoi nous avions échappé. Le pont sur l'Ain était au fond de l'eau. A un mètre du ravin, une affiche "bridge Out". Ce n'était pas la première de la journée, mais ici, nous avons été bien prêts à nouveau de terminer notre voyage. Chacun se détendit comme il put en se dérouillant les jambes, pendant que nos conducteurs tournaient la voiture.

Nouvelle émotion, là où la voiture avait été arrêtée, la lumière des phares montrait une belle tache d'essence. Effectivement le réservoir avait dû être perforé par un caillou ou un débris sur la route. L'essence coulait comme d'un robinet mal fermé. Que faire ? Nous étions dans un quasi désert. L'un de nous eut l'idée d'essayer de boucher le trou avec un chewing-gum, cela réussit. Nous repartîmes vers BOURG pour rejoindre la route vers le sud et passer l'Ain à PONT d'AIN, où nous savions pouvoir trouver la route de LYON-GENEVE. L'itinéraire était bon, malheureusement, la gomme dans le trou du réservoir était rongée par l'essence et nous passions notre temps à remettre de nouveaux emplâtres. Le niveau d'essence baissait dangereusement. A cette époque, il n'y avait évidemment pas de stations d'essence au bord des routes. Notre approvisionnement reposait sur la bonne volonté des unités américaines. Mais dans cette région sous contrôle de la résistance, celles-ci n'étaient pas nombreuses.

Nous réussîmes à rouler jusqu'à BELLEGARDE. Nous pensions avoir épuisé notre dernière réserve dans la descente vers cette ville. Mais alors, coup de chance, un garagiste qui avait fêté la libération chez des amis rentrait justement chez lui. Il fallut palabrer. Heureusement, on était dans une région que certains de nos amis connaissaient bien et ils purent citer les bonnes références dans le commandement FFI local. Notre homme consentit à nous céder cinq litres d'essence. Cela nous permit d'arriver jusqu'à ANNECY.

La ville était dans le noir le plus absolu. Nous devions aller chez des amis habitant dans une rue dont personne ne savait le nom. Les dernières gouttes d'essence nous permirent d'arriver jusque sur une place du centre. Inutile de se mettre à la recherche des amis du réseau. Il fallut dormir dans la fourgonnette. Au petit jour, nous fûmes réveillés par une patrouille de gendarmes. Ceux-ci s'amuserent beaucoup du fait que nous nous étions arrêtés à 50m seulement de la maison où nous aurions dû arriver. Le temps pour RIVERT et Paule DELANNOY de saluer ceux qui ne nous attendaient plus, et nous partîmes pour la dernière et courte étape qui devait nous mener au charmant village de

MENTHON-SAINT-BERNARD. C'est là qu'habitaient, et les DELANNOY, et Gérard BLITZ, avec sa nombreuse famille. On nous installa à l'hôtel Du Hêtre Pourpre.

Changement de personnalité

Pendant l'arrêt à BAR-LE-DUC, Rivert m'avait pris à part pour me dire que le devais changer d'identité. Déjà pour nos compagnons de voyage non-membres du réseau, il était temps que j'aie un non. Il me dit que dans le réseau SBS, l'habitude était de désigner les agents par un prénom. Je connaissais déjà "Lucien", lui était "Justin" ce qui était d'ailleurs son vrai prénom, qu'est-ce que je proposais ? Jusque là, mon nom de code avait été Luc Noël. J'aurais aimé le conserver, mais Luc n'était pas possible à cause de Lucien. On choisit donc Noël. Cependant, j'en fis un nom de famille et pris comme prénom celui de Christian. Pour de longs mois, j'allais donc être Noël et beaucoup d'amis ne m'ont jamais connu que sous ce nom. Je fus déclaré né à Liège le 10.03.1915, alors qu'en réalité j'étais né à Verviers le 29.03.1920. Il paraît que ce vieillissement allait mieux avec mon apparence.

De ce premier passage par Menthon-Saint-Bernard je retiens surtout une impression de chaleur moite; le "Foen" soufflait du Sud et nous faisait souffrir. Sinon, le cadre était charmant, la colonie belge très soudée et l'hôtel agréable. Mais personne n'était là pour parler de l'avenir. Après deux jours, on me conduisit à la frontière suisse du côté d'Annemasse. J'étais accompagné de la plus jeune des Delannoy. Je croyais d'ailleurs que je ne devais plus la revoir plus tard. Nous passâmes la nuit dans la montagne au milieu d'un campement de FFI. Ils nous impressionnaient avec leurs bérets et leurs vestes en toison de mouton. Au petit matin on nous fit entrer en Suisse par un chemin secret. A quelque distance de la frontière, Lucien attendait. Il me conduisit à son quartier général à GENEVE. Là, je fis la connaissance d'autres membres du réseau, soit résidents, soit de passage. Ils eurent comme premier souci de me fabriquer des papiers d'identité valables, au nom de Christian NOEL. Ceci en vue des contacts avec des responsables suisses.

J'appris là que Lucien y vivait avec sa femme sous le nom de Jaques d'Oha. Il avait même un passeport diplomatique à ce nom. Pendant plus d'un an, j'ai donc cru que c'était sa véritable identité. Mon fils aîné, dont il sera le parrain, porte d'ailleurs comme second prénom celui de "Jaques". Bien plus tard, je fus chargé d'établir les papiers de démobilisation du réseau. C'est alors que j'appris qu'il s'appelait Joseph ROMAINVILLE et qu'il était originaire de BAS-OHA, où il est d'ailleurs enterré. Il occupait par ailleurs un autre appartement que celui des personnes de passage, sauf un permanent. C'est là que je fus présenté à mon mentor pour la suite des opérations. Il s'agissait de William ROOSENS. Celui-ci avait succédé à son père, comme représentant général de GEVAERT en Suisse. Il y avait passé toute la guerre, et avait été amené à mettre ses possibilités au service de SBS. Il avait, à cet effet, noué d'excellentes relations avec les services suisses de son canton de Bâle. Ceux-ci étaient aussi antinazis, que ceux de la partie romande pouvaient être considérés comme amis de vichy.

William ou Willy comme on l'appelait me prit avec lui en train jusqu'à Bâle. Il n'était pas beaucoup plus bavard que les autres sur la suite des opérations. C'était vraiment une atmosphère de service secret. Il m'interrogea cependant un peu sur mes aptitudes, en particulier linguistiques. Je conclus de nos entretiens que ce ne serait pas lui, mais une autre organisation qui allait prendre en charge ma mission de pénétration en Allemagne. Pour lui, cela s'appelait "nos amis". Arrivés à destination, il m'installa dans un petit hôtel dans une rue secondaire pas loin de la gare. J'avais instruction de ne pas quitter ma chambre. Le personnel de l'hôtel était discret et ne posait pas de questions.

Je constatai rapidement qu'une autre personne vivait dans les mêmes conditions, il s'agissait d'une jeune fille, qui me fut présentée sous le nom d'Edith. Plus tard, je sus qu'elle était la fille d'un colonel de l'armée belge habitant à Anvers. Elle aussi s'était portée volontaire pour une mission en Allemagne. Le lendemain de l'arrivée, Willy apparut avec une dame jeune et dynamique qu'il présenta comme étant "l'assistante". C'est elle qui nous prenait en charge. Elle commença par nous apporter de quoi manger et des cigarettes. Puis, elle nous fournit des cartes détaillées de la région frontalière. Nous comprîmes peu à peu que l'idée était d'organiser une mission de renseignement, conjointement avec les services suisses. La neutralité positive et la politique d'équilibre de la Suisse, surtout depuis que les américains étaient "ad portas", permettait aux services du nord du pays de collaborer avec ceux qui s'intéressaient à l'Allemagne, comme elle avait toujours permis à ceux du Sud de mettre au point des opérations conjointes sur la France ou l'Italie. C'était l'armée qui était en charge de ces programmes, avec une surveillance vigilante du contre-espionnage, et de la police politique. Il ne lui fallut pas longtemps pour comprendre combien la Suisse était un état policier. A ces organismes déjà cités, il fallait encore ajouter les polices communales, cantonales, la police criminelle etc. Cela explique que les étrangers avaient peu de chances d'échapper à cette surveillance constante. Les communications téléphoniques aussi étaient contrôlées. L'un de nos amis wallons arrive en Suisse et appelle au téléphone un autre ami de même origine et ils se mettent à parler wallon de Rochefort. Immédiatement leur conversation est interrompue et une voix demande "Messieurs, quelle langue parlez-vous" ? Puis ensuite, "Ce n'est pas une langue admise ici, veuillez passer au français ou à l'allemand". Cela voulait dire qu'ils n'avaient pas de traducteurs pour transcrire l'enregistrement.

Après quelques jours de travail avec l'assistante, dite Mme Dupont, je fus présenté à son chef, dit "le grossiste" (c'était un jeu de mots sur son nom). Il s'agissait d'un officier supérieur des services suisses. Il était de ceux qui avaient l'autorisation de coopérer avec les alliés, à condition qu'il n'y ait pas de dérapage. A ce moment, les allemands tenaient encore la plus grande partie des frontières du pays, sauf la Haute Savoie et le début du Jura, jusqu' au col de la Faucille. Dans Bâle, on voyait couramment des officiers allemands, à peine travestis en civils. Notre "ami" le "grossiste" était foncièrement antinazi et cela l'intéressait de coopérer avec les services belges à condition de bénéficier de la récolte de renseignements qu'ils obtiendraient grâce à son aide.

Pour nous, commença alors une longue attente, entrecoupée de séances de préparation au passage en Allemagne : itinéraires, phrases à dire et à éviter, contact à prendre aussi loin que Stuttgart ou Munich. Il fallait aussi prévoir les réponses en cas d'arrestation. Il était prévu de passer le Rhin en barque, là où il faisait frontière. Au-delà, se trouvait une petite route qui menait à une gare. L'opération avait été tentée souvent, mais les cas de réussite étaient rares. Juste auparavant, un officier anglais avait été dénoncé par un employé de guichet parce qu'il avait demandé son billet en parlant un allemand sans accent.

Il était difficile de garder continuellement un bon moral. J'admirais Edith qui prenait tout cela avec phlegme. Elle fera d'ailleurs plus tard une mission remarquablement réussie. L'"assistante" nous avait laissé une provision de cigarettes anglaises. Moi qui n'avais jamais fumé, je me mis à en consommer une belle quantité. Parfois, je me disais que ferais mieux d'abandonner. Enfin, après une autre nuit d'insomnie, je parvins à dominer mes nerfs et je me déclarai prêt à partir et risquer l'opération projetée.

Mais le lendemain, nous eûmes une séance de travail décisive avec le grossiste. Il avait pris d'ailleurs de grandes précautions pour nous rencontrer Willy et moi. Il fallait prendre un tramway jusqu'à la dernière station; puis nous rendre à un café dans la campagne à 100m de là. Un observateur devait

contrôler que nous n'étions pas suivis. Nous pouvions alors entrer dans ce bistrot, et, après une nouvelle attente de quelques minutes, être introduits dans une arrière salle où se trouvait notre ami avec son assistante.

Les nouvelles n'étaient pas bonnes. Le contrôle Ces papiers d'identité et de permis de circulation avait été renforcés. Il était nécessaire de disposer de versions beaucoup plus récentes des documents. D'autre part, ses supérieurs trouvaient mes compétences trop précieuses pour être risquées dans une opération aléatoire. Ils me voyaient plutôt comme moniteur et agent de liaison permanent avec eux. En conséquence, il demandait instantanément à Willy que les "belges" veuillent bien me rappeler au pays, d'où je devais revenir le plus vite possible avec des originaux de documents récents.

Comme les suisses détenaient la clé du passage en Allemagne, « Lucien » dut se rendre à leur avis et s'arranger pour que je puisse faire un voyage aller-retour en Belgique et en particulier dans les zones déjà occupées. Je partis donc d'abord pour GENEVE, mais je disposais cette fois-ci d'une enveloppe cachetée dans laquelle se trouvait un laissez-passer, sous forme d'instruction aux autorités effectuant un contrôle éventuel de me laisser circuler et même de me prêter assistance, le cas échéant.

Cette étape de mise en contact avec SBS était donc terminée. J'allais devenir maintenant un agent senior de l'organisation, avec des missions plus d'organisation que d'action directe. Mais cela n'allait pas mettre un terme aux aventures, loin de là.

Coopérations multiples

Après une étape à Genève, le passage en France se fit sans problème. Les relations du Service avec les FFI étaient excellentes. Ils se rappelaient aussi que la seule pièce d'artillerie disponible pour le plateau des Glières était commandée par un belge, le capitaine NEYRINCKS. Celui-ci s'était cependant vite rendu compte du piège que représentait cette position et avait quitté les lieux avant l'encerclement. Ils lui en étaient reconnaissants.

WILLY me rejoignit à MENTHON-SAINT-BERNARD. On y était en pleine période de règlements de compte. Heureusement que le jugement expéditif des miliciens d'ANNECY avait calmé les esprits. On ne réclamait plus de peines capitales. Cela dura jusqu'au moment où, à la fin des hostilités, en mai 45, on crut voir revenir d'anciens collaborateurs revenant de SIGMARINGEN.

Pour effectuer le voyage de retour, LUCIEN avait mis la main sur une Renault JUVA Quatre. Elle était en excellent état. La difficulté principale était la recherche d'essence. Heureusement la tenancière d'une boîte de nuit de DIJON, amie du réseau, convainquit les américains du coin d'être généreux à notre égard. Merci les filles ! En remontant vers le Nord, nous avons noté une animosité croissante contre tout ce qui était belge. Les français, jaloux de notre ravitaillement mieux organisé, nous accusaient d'avoir vendu notre pays aux américains, comme nous l'avions fait aux allemands en 40. Le discours de Paul REYNAUD était encore dans les mémoires. Heureusement pour nous, notre plaque minéralogique était française.

C'était à la mi-novembre. Il avait beaucoup plu. Pour gagner notre point de passage frontalier habituel, nous avons quitté la route VERBUN-SEDAN pour aller directement vers CARIGNAN. Mal nous en

prit, l'eau stagnait de plus en plus dans les prairies. La nuit était tombée et nous avions des inquiétudes. Un habitant nous dit qu'un peu plus loin l'eau arrivait au tablier d'un pont sur une petite rivière. Lui-même était encore passé dans l'après-midi.

Nous partîmes, à moitié rassurés. L'eau montait de plus en plus à côté de la voiture. Un peu avant le petit pont, la voiture ne voulut plus avancer. Il fallait la pousser. Nous avons enlevé nos chaussures et sommes descendus. LUCIEN tenait le Volant, tout à coup il poussa un cri : il avait le derrière dans l'eau. Il était trop tard pour reculer. Nous avons poussé la voiture jusqu'à la remontée de la route de l'autre côté du pont. Chacun se sécha comme il put. Après un moment, LUCIEN tenta un coup de démarreur. Miracle ! Le moteur répondit vaillamment. Plus tard, dans une côte de la grand route de CARIGNAN, il menaça cependant de mettre fin à sa bonne volonté. Nouvelle petite séance de poussée. Des jeunes qui revenaient d'une fête, ne ménagèrent pas leurs sarcasmes: "Le gazogène, ce n'est quand même pas cela !". Nous étions vexés, heureusement, peu après, nous étions en Belgique à MUNO, où nous pûmes dormir et laisser sécher voiture et vêtements.

Ce retour inopiné à BRUXELLES procura une grande joie à ma future épouse. J'étais parti tellement rapidement à la fin octobre... Certains pouvaient trouver cette disparition curieuse, alors que l'on apprenait que j'avais des connexions avec les cantons de l'Est. Heureusement que William UGEUX se portait garant. Mon court séjour permit de mettre au point la question des fiançailles. Nous voulions nous marier dès la fin des hostilités. A ce moment, personne ne doutait que celle-ci se produirait avant la fin de l'hiver. J'étonnais bien des gens, même parmi les mieux informés, en leur disant que nos amis en Suisse s'attendaient à un dernier sursaut de la part des allemands. Quoiqu'il en soit, nous prîmes des dispositions pour que les fiançailles soient annoncées à la date du jour de Noël. Il faut y voir aussi un clin d'oeil à mon identité de clandestin.

Botte m'introduisit officiellement à la Sureté. Il y régnait une atmosphère curieuse. Elle était en charge de centraliser les informations pour le gouvernement belge. Mais elle était aussi en charge de la démobilisation des réseaux fondés durant la guerre. Chacun de ceux-ci disposait d'un bureau pour centraliser les dossiers des ayant-droit. Cependant il n'y avait pas de bureau pour SBS, qui était toujours en action. Condamné à la discrétion, je trouvai un point de chute chez des anciens de LONDRES, avec lesquels Botte entretenait de bonnes relations. Je dois beaucoup à la bonne obligeance d'Albert GREINDL et de Teddy d'OULTREMONT. Ils devinrent des amis précieux. Parmi les réseaux qui n'avaient pas voulu de bureau, il y avait "Clarence" avec bien sûr la branche "Cleveland". Le maintien de la discrétion y restait la règle. Faut-il dire que j'étais effrayé de l'étalage, de la structure de réseaux dont de nombreux membres étaient prisonniers en Allemagne.

Willy profita de ce séjour pour faire rapport à ses patrons en Belgique sur toutes ses activités pendant la guerre. Tout flamand qu'il fût, il dut avoir recours à un correcteur pour être sûr que son rapport soit écrit sans fautes. Dès qu'il en eut terminé, nous nous mîmes en route pour essayer de trouver ce que nos amis nous avaient demandé. Les recherches entreprises à BRUXELLES n'avaient rien donné. Dans l'euphorie de la victoire proche, personne ne s'était soucié de l'équipement d'agents à envoyer en Allemagne. La question se posera cependant quatre mois plus tard.

Il fallait aller sur place. Teddy, grâce à ses bonnes relations avec les américains, nous fit obtenir les laissez-passer nécessaires. Il n'y avait toujours que deux villages allemands aux mains des alliés. Tout y avait été passé au peigne fin par les américains. C'était donc de ce côté qu'il fallait se tourner. Ce n'était pas facile en venant de la Sureté Belge. Les rivalités entre services étaient féroces. Pour les

américains, et aussi pour le deuxième bureau belge, la Sureté était totalement inféodée aux anglais. Il fallait un homme aussi droit et loyal que Teddy pour que les américains accordent leur confiance.

A Eupen, je pouvais évidemment compter sur la coopération de mon frère qui avait monté sa petite équipe de collaborateurs, célèbres pour leur déplacement moto dans toute la région. Mais je fus surtout heureux d'y retrouver, en tant que chef des services de renseignements américains, le CIC; mon ami des premiers jours ; le capitaine devenu entretemps colonel MINER. Il avait à son actif quelques succès et ceux-ci étaient à chaque fois récompensés par une promotion. Mais cela ne changeait pas sa mission à l'échelon du groupe d'armées. Parmi ses succès, il y avait la localisation de la première rampe de lancement de V2 dans les Vosges. Averti, le général PATTON avait envoyé une unité conquérir le site en avant de la progression du reste de l'armée. Miner était arrivé à ce résultat grâce à une collaboration intelligente avec l'officier français détaché auprès de son armée, le commandant PINON.

Miner nous aida du mieux qu'il put. Mais lui aussi avait été trop occupé par des tâches tactiques que pour penser à ce qui relevait ailleurs d'une autre organisation. Comme Aix-la-Chapelle venait de tomber, je reçus l'autorisation de m'y rendre en compagnie d'un officier américain dans une jeep de l'armée. C'était un jour de début décembre sombre, pluvieux et froid. La ville était déserte, complètement en ruines. Les destructions par l'artillerie, en ébranlant les structures des maisons, avaient parachevé celles dues aux bombes incendiaires. Nous entrâmes dans quelques anciens bâtiments administratifs, dont une partie était encore debout, en particulier les bureaux du Landrat. Mais là aussi, tout avait été systématiquement détruit par les allemands avant de partir. D'autre part, il fallait faire attention aux chutes de murs. Notre chauffeur arrêtait toujours son véhicule à bonne distance de ceux-ci. Nous avons malgré tout essayé de grimper aux étages de la préfecture par un escalier encore accroché, peine perdue. Tout était brûlé, enseveli sous les gravats ou noyé. Nous dûmes repartir à peu près bredouilles. Mais, j'entendis longtemps dans ma mémoire le bruit des murs qui s'écroulaient au milieu de la brume.

Nous avons alors interrogé des PC d'unités, des amis dans les services de liaison. Nous allâmes à SPA où se trouvait l'EN de la zone de combats. Rien nulle part, revenant à Eupen, encore une fois bredouilles, nous fûmes interpellés dans le bureau du CIC par un officier américain élégant, du genre à passer plus de temps dans les Etats-Majors que dans la boue des combats. Comme toujours chez les officiers américains en opération, il ne portait pas d'insigne de grade, mais Miner avait l'air de le considérer comme un interlocuteur de poids. Cet homme dit qu'il pourrait peut-être nous aider. Il fallait pour cela, que sans en parler à qui que ce soit, nous montions dans son véhicule. On était en plein Far West. La jeep dans laquelle nous étions dépassa Verviers, puis on nous banda les yeux. Nous allions nous rendre dans une ancre très secrète.

Il s'agissait, ni plus ni moins, que du poste central de l'OSS pour toute cette partie du front, à cheval sur les frontières belges et néerlandaises. Je reconnus le passage par PEPINSTER. Un peu plus loin nous avons quitté la grand-route pour une route avec beaucoup de virages. Nous étions en zone rurale.

Après un crissement de pneus sur du gravier, nous nous sommes arrêtés et ce fut la fin de cette inconfortable odyssée. On nous fait descendre de voiture, on nous amène par un escalier extérieur pour passer une porte d'entrée. Ce n'est qu'à ce moment que les bandeaux sont enlevés de nos yeux. Nous étions dans une grosse villa à la campagne.

On nous mit dans une pièce aux volets clos. De temps à autre quelqu'un venait parler avec nous de la pluie et du beau temps. Nous apprîmes aussi que nous étions tombés en plein dans la préparation d'une fête avec banquet en l'honneur du grand chef qui allait passer. Il devait arriver de LONDRES. Mais personne ne parlait de l'objet de notre présence.

Plus tard, nous fûmes invités à passer au grand salon. Et peu à peu, nous fîmes la connaissance des occupants de la maison. On nous confirma que nous aurions l'honneur de participer au repas. Pendant l'apéritif, je me trouvais entre deux texans. J'eus les plus grandes difficultés à soutenir la conversation. Je ne les comprenais qu'à peine. Heureusement, on changea la disposition des places plus tard. Je fus assis à côté du représentant d'une grande famille princière internationale qui a donné des officiers supérieurs à plusieurs armées et donnera plus tard un cardinal à l'église, en la personne du propre frère de mon voisin d'un soir. L'homme était assez désabusé, mais d'une culture extraordinaire. Nous avons parlé longtemps de la civilisation américaine en comparaison avec l'Europe. Il avait appris à apprécier l'Amérique.

Nous n'avons découvert que progressivement que nous nous trouvions parmi un échantillon très large de l'élite américaine. Un grand architecte (si pas le plus grand), un chirurgien renommé, un banquier de classe internationale, un professeur d'Université. Ils étaient tous engagés dans la guerre psychologique contre l'Allemagne. Mais il y avait aussi, mêlés à tout ce beau monde, les ordonnances, le chauffeur, le cuisinier. Tous s'appelaient par leur prénom. Le chauffeur, un texan, avait mis des chaussures pour la première fois quand il était entré à l'armée. Il demanda et obtint l'autorisation d'effectuer une danse de l'Ouest à pieds nus. On était vraiment en Amérique, démocratique et spontanée.

Comme il se faisait tard, les protagonistes disparurent les uns après les autres. Il n'était toujours pas question de nos papiers. On nous avertit qu'il était trop tard pour repartir et qu'il fallait passer la nuit. On avait préparé deux couchettes dans une pièce à l'étage. En passant près d'une garde-robe, l'adjudant-chef nous dit : "ce que vous cherchez, est là dedans". Puis, il nous laissa. Nous décidâmes d'attendre que l'armoire soit ouverte par les américains. Nous fîmes bien, le lendemain, notre hôte nous dit que si nous avions osé y toucher nous ne serions jamais revenus de notre excursion. Cela expliquait le départ précipité d'EUPEN: en cas de fausse manœuvre, on nous aurait simplement supprimés.

La décision de dormir fut donc sage. Cependant plus facile à dire qu'à faire. Pour une toute autre raison. La villa se trouvait sur le trajet de bombes V1 allant bombarder la région liégeoise. Il y en eut quelques unes. Et l'une d'entre elles s'abattit à quelques kilomètres à peine. Le lendemain matin, réveil, puis petit déjeuner où l'on parla de choses et d'autres. Puis, on nous amena devant la fameuse armoire, et, avec un grand sourire, le chef nous dit : servez-vous. Mais faites vite, car nous partons dans un quart d'heure. Comme nous savions ce que nous cherchions, la moisson fut parfaite. Il y avait là tout ce pour quoi nous avons fait le déplacement. Nous partîmes même avec quelques papiers supplémentaires pour les services belges.

Au retour, même scénario qu'à l'aller. A nouveau les yeux bandés. Cependant, la pièce où nous avons passé la nuit avait une grande porte vitrée donnant sur la campagne, et nous avons pu repérer à peu près sa situation. Mais aujourd'hui encore, je regarde avec une certaine émotion ses barrières blanches, lorsque je m'aventure de côté de BANNEUX-Notre Dame. Dès que nous fûmes dans la vallée, on nous libéra la vue. Nos "hôtes" nous débarquèrent à EUPEN. Nos amis, et surtout mon frère, commençaient à s'inquiéter de notre disparition prolongée. Il nous était cependant interdit de leur donner des explications, sauf que nous avons trouvé

ce que nous cherchions. Le colonel MINER lui-même nous recommanda d'être discrets. Il semblait penser qu'avec de tels cow-boys, il valait mieux se méfier.

Willy rentra immédiatement à BRUXELLES: il voulait encore régler quelques affaires personnelles. Moi-même, je restai encore deux jours à EUPEN. L'atmosphère était curieuse. Quelque chose se préparait, mais quoi ? Le capitaine MARTIN (futur directeur général de la Royale Belge) était inquiet. Il y avait, du côté allemand, des mouvements dont le but n'était pas clair. Il notait une forte activité d'agents secrets, certains probablement parachutés.

Je l'accompagnai dans une descente dans une maison forestière entre Eupen et MONTJOIE. Nous y trouvâmes effectivement des allemands. Ils juraient leurs grands dieux qu'ils étaient de paisibles civils qui s'étaient mis à l'abri dans cette maison isolée. Ils furent quand même emmenés par les américains. Nous étions à deux ou trois jours de l'offensive Von RUNDSTEDT. Grâce à l'efficacité de ses services de renseignement et des belges, le général HODGES ne fut pas surpris totalement par le déclenchement de l'offensive. Ses troupes neutralisèrent la plupart des parachutistes dès leur arrivée au sol. Tous les points possibles d'atterrissage avaient été prévus. La maison forestière semblait un bon endroit de rassemblement. Il y a là une partie de l'explication de l'échec de la percée allemande au départ de MONTJOIE. L'aile Nord de l'offensive qui devait aller vers LIEGE resta bloquée dans l'HERTOGENWALD. Et mon ami le colonel MINER reçut de nouveaux honneurs. Je garde de notre collaboration le meilleur des souvenirs. Nous l'avons aidé, au début, à s'y retrouver dans les complications d'une zone frontalière. Il nous manifesta souvent sa confiance plus tard. L'officier qui me kidnappa pour le compte de l'OSS, le capitaine John Michel DREYFUSS, finit aussi par être un ami.

Nouveau départ, nouvelle mission

Nous nous sommes retrouvés, Willy et moi, à BRUXELLES à la veille de notre départ. En ce soir du 15 décembre 1944, Willy avait eu les plus grandes difficultés à revenir d'ANVERS, tellement le brouillard était dense. Le lendemain matin, une brume épaisse couvrait le pays. A notre arrivée à BOUILLON, on nous signala des mouvements offensifs allemands du côté de SAINT VITH. Un officier américain était en train de mettre au point les possibilités défensives, éventuellement offertes par le château fort du moyen-âge.

Cependant, notre voyage de retour d'abord par le lieu habituel de rencontre près du lac d'ANNECY, puis par GENEVE et le train de GENEVE à BALE, se passa sans encombres. Nous entendions bien parler, avec de plus en plus d'insistance, de l'offensive allemande dans les Ardennes, mais sans que l'on puisse juger l'importance exacte des événements. Par contre, les journaux suisses eurent tôt fait de nous faire comprendre que si l'offensive avait eu du succès au début, elle était vouée à l'échec puisque les allemands n'étaient pas parvenus à opérer une percée décisive à travers le dispositif allié. On insistait aussi sur l'échec complet de la branche Nord de celle-ci, qui aurait dû gagner LIEGE via la vallée de la Vesdre.

Ma nouvelle mission prévoyait que je devrais fonctionner en tant que permanent sur place à BALE. Il fallut donc trouver une couverture et un logement. Je devins ALBERT STEFFEN, étudiant genevois inscrit à des cours de commerce fluvial et maritime. Mon accent, si peu "fédéral" s'expliquait par un séjour de plusieurs années dans le Nord de la France. L'assistante me trouva une chambre sur la rive

droite, à proximité de la de la gare allemande. Là au moins, mon accent pour l'allemand passerait plus facilement, car à BALE même, l'accent n'est pas le même sur les deux rives du Rhin. Le grossiste pensait vraiment à tout. Je n'ai jamais su de quelles informations à mon sujet disposait ma logeuse, madame BIONDI. Officiellement, je quittais l'appartement pour de longues heures afin de travailler à mon mémoire universitaire.

Le service nous procurait de l'argent, parcimonieusement et irrégulièrement. Cependant, je ne devais en aucun cas, donner l'impression aux suisses et surtout aux autres polices que je pouvais être à court. C'est un mal qui, dans ce pays, n'est pas pardonné aux étrangers. Sur les conseils du grossiste, je prenais mon repas principal dans un bon restaurant de la Barfüsserplatz. J'y occupais presque toujours la même table. La table voisine était celle du consul d'Angleterre. Je pus ainsi identifier sans peine la plupart des agents anglais actifs en ville.

Cette histoire d'argent nous causait beaucoup de soucis. Pendant les années d'occupation, l'argent arrivait à BOTTE par l'intermédiaire du consul d'Angleterre à GENEVE. Après la libération, il devait venir de la Sureté Belge. Il fallait passer par l'officier payeur. Un homme de bonne volonté, mais comptable de la vieille école. Il réclamait à tour de bras "des états de frais". Ce qui n'était pas possible pour des agents toujours clandestins, sans mettre en danger la confidentialité des missions. D'autre part, les contacts avec BRUXELLES étaient irréguliers. Nous avons donc souvent dus recourir à toutes sortes d'artifices pour en sortir.

Sur le terrain cela amenait souvent à devoir gérer au plus près, les hommes qui nous parvenaient. Comme il fallait toujours faire belle figure vis à vis de l'œil suspicieux de certains services de police, il m'est arrivé d'aller au restaurant et de calculer soigneusement ma commande pour pouvoir la payer avec les derniers francs trouvés dans ma poche. Les jours de grande détresse financière, je quittais mon logement pour une démarche sans contenu réel. Je revenais comme si j'avais mangé en ville. Mais en Suisse l'important est de paraître. Nous mettions de ce fait aussi l'accent sur les dépenses vestimentaires. Je fus équipé de fond en comble dans un magasin genevois, où nous avons expliqué que je revenais d'un long séjour à l'étranger. A partir de ce jour, je ne fus plus jamais contrôlé lors de mes nombreux déplacements en train, entre Bâle et GENEVE.

La nuit de Noël fut un moment difficile, il avait neigé abondamment. Les trottoirs étaient dégagés pour permettre le passage des piétons. Mais en cette nuit de fête, les habitants chauffaient un peu plus que d'habitude. De ce fait, des paquets de neige glacée se détachaient à tout bout de champ des toits. J'avais été à une messe de soir et vers 11 heures je revenais par la Barfüsserplatz. Soudain, un paquet de neige glacée me tomba sur le dos. J'étais groggy. Je concentrai mes pensées sur une idée: ne pas m'arrêter, continuer à marcher, pour ne pas être interpellé. Certains passants me regardaient d'ailleurs avec anxiété. Je les voyais à peine. Finalement, je parvins à une petite ruelle dans laquelle je me réfugiai. Là enfin, je pus m'appuyer contre un mur pour me permettre de reprendre mes esprits.

Arrivé à la maison, je fus le spectateur d'une scène qui me troubla. Le front entre les armées courait à ce moment à peu près le long du Rhin. Le territoire suisse s'enfonçait quelque peu entre les belligérants. Ceux-ci s'amusèrent à illuminer la nuit de Noël, en faisant passer des balles traçantes au-dessus de nous. Nous entendions les détonations et pouvions voir les lueurs. Mais nous étions en territoire neutre. Beaucoup d'habitants de villages alsaciens avaient trouvé refuge à Bâle. L'accueil y avait été généreux pour tous ceux qui parlaient les dialectes locaux. L'armée du Salut était très active. Est-ce pour cela que je vis subitement dans une cour à l'arrière de notre immeuble une chorale de cet organisme jouer et chanter des airs de Noël ? C'était un spectacle inoubliable: la guerre si présente et

en même temps l'atmosphère de Noël. S'ajoutait à cela pour moi, le fait que ce jour qui commençait était celui choisi officiellement comme celui de nos fiançailles. Cela ne s'oublie pas!

Avec le front stabilisé pour un moment entre Bâle et Strasbourg, le grossiste prenait de grandes précautions dans ses relations avec NOUS. Il devait tenir compte de ses collègues qui ne partageaient pas ses opinions favorables à une victoire des adversaires du nazisme. Les représentants de cette tendance tenaient parfois le haut du pavé en ville. J'ai dû un "jour disparaître rapidement dans une encoignure de porte cochère parce que j'avais vu venir sur le trottoir un officier SS que je ne connaissais que trop bien parce qu'il avait été de service le long de la frontière entre la Belgique et l'Allemagne. Quand je racontai cette histoire à notre ami, il me conseilla seulement d'être prudent. « Ils ne nous ennuyent pas, ne les ennuyons pas; à l'occasion je conseillerai au collègue de demander à ses poulains d'être plus discrets ».

Pour nous, le travail de recherches de renseignements progressait suivant différentes lignes. Il fallait d'abord préparer les agents qui étaient prêts à pénétrer en Allemagne. Il en eut une demi-douzaine. L'une d'entre eux était une jeune fille absolument remarquable, qui sillonna tout le sud de l'Allemagne jusqu'à Vienne. Elle était drôlement motivée. Dans sa ville de Malines elle avait été placée en service chez ces membres dirigeants de la collaboration et elle connaissait la genèse d'atrocités commises dans la région.

Parfois on trouvait des renseignements sur place, en parlant avec des frontaliers ou en interrogeant des personnes qui cherchaient un asile dans le pays. Les services suisses étaient assez d'accord pour que nous interrogions en priorité des individus se réclamant de la Belgique. Par une fiction juridique, il était convenu qu'ils n'étaient officiellement pas encore entrés en Suisse, n'ayant pas été officiellement interrogés. Il fallait dans ces interrogatoires se méfier des agents doubles. En fait, le statut de consul honoraire de Willy nous permettait de les rencontrer sous prétexte de les aider. Mais de fait, nous les soumettions à un interrogatoire systématique. Si le cas paraissait douteux et le plus souvent, il l'était, nous remettions rapidement l'intéressé aux autorités locales. Celles-ci devaient normalement procéder à leur internement dans un camp de transit. Parfois nous apprenions après quelques jours qu'un tel ou un tel avait trouvé le moyen de s'évader du camp. Tous savaient alors que nous avions eu raison de nous méfier. Ce fut le cas en particulier avec un garçon qui disait avoir été porteur de télégrammes à Bruxelles. Sa connaissance de cette ville était d'ailleurs parfaite. Mais il prétendait aussi être évadé du camp de DORA. Et là, les détails ne collaient pas avec la façon de gérer le camp par les allemands. Il nous paraissait aussi trop bien nourri.

Ce garçon avait cependant attiré notre attention sur les camps de concentration et nous commençâmes à essayer de localiser ceux-ci de façon plus précises. Bientôt des noms comme Treblinka ou Mauthausen nous devinrent familiers, sans que nous puissions nous rendre compte de ce qui s'y passait exactement. Assez cependant, pour que Gérard Blitz en particulier commence à réfléchir sur ce que nous pourrions faire pour les rescapés des camps à la fin des hostilités. Il commença à lancer les premières bases d'un centre d'accueil à installer en Haute-Savoie.

Je ne m'occupais pas beaucoup de navigation rhénane jusqu'au jour où j'eus à y consacrer du temps. Lors d'un déplacement à Genève, on nous soumit une liste de données à rechercher de toute urgence. Un ouvrage édité en 1886 traitait de l'aménagement du Rhin supérieur de STRASBOURG à BALE. Il était introuvable en territoire contrôlé par les alliés. Or, il devait contenir des cartes montrant les hauts-fonds où le passage du Rhin était possible pour des blindés. Cela permettrait de sauver beaucoup de vies chez les américains.

Je me dis que l'Institut de Navigation Rhénane à Bâle devait être l'endroit où trouver cet ouvrage. Albert STEFFEN allait de temps à autre à la bibliothèque de cet institut, et il laissait traîner ces livres pour montrer le sérieux de sa vie d'étudiant. Mais lorsque je demandai l'ouvrage à la bibliothécaire, celle-ci parut très étonnée. Il était en prêt depuis une année chez un autre étudiant, et le matin même, quelqu'un d'autre était venu le demander. Mais il n'avait pas donné son identité. Par un heureux hasard, le dépositaire était aussi passé et elle avait pu le lui redemander. Il venait de le rapporter.

Comme je manifestai un grand intérêt pour le sujet, elle voulait bien me le prêter en priorité. Mais pas pour plus de huit jours, puisque l'autre personne allait sans doute revenir. Qui cela pouvait-il bien être, un agent allemand voulant éliminer l'ouvrage, ou un agent allié désirant l'utiliser ou le contrôler? D'après mes investigations ultérieures, c'était bien quelqu'un dépendant du consulat britannique qui avait fait la demande. Mais ses intentions n'étaient pas pures, je jouais dans la cour des rivalités interservices.

En possession du livre, je me mis au travail. WILLY avait, dans ses sous-sols, une machine à photocopier à processus humide et chambre noire. Ce travail était le même que de développer un film photographique, avec négatifs et positifs. Je consacrai d'abord quelques heures à lire, le livre, et à repérer tous les passages pouvant servir pour aider au passage du Rhin. Ensuite, je pris un négatif puis un positif de celles-ci. Le positif fut envoyé par les voies les plus rapides à BRUXELLES c.à.d. par le consulat britannique de GENEVE et la valise diplomatique.

Mais lorsque fin février je pris contact avec les autorités américaines à BRUXELLES pour un laissez-passer, celui-ci me fut d'abord refusé. On expliqua à Teddy d'OUTREMONT que notre service n'avait rien fait qui put servir à l'armée américaine. De fait, le dossier avait disparu. Je sortis mes négatives, que Teddy s'empressa de porter aux américains. Un avion les fit parvenir immédiatement au commandant sur place. Je fus heureux d'apprendre plus tard que le général DEVERS avait publiquement remercié les services de renseignement de lui avoir procuré des données qui avaient permis d'épargner beaucoup d'hommes parmi les troupes engagées au passage du Rhin.

En janvier, notre cellule tournait rond, nous étions organisés pour exploiter tout ce qui pouvait être recueilli sur place. Nous avions des agents prêts à partir. Déjà des missions avaient donné des fruits. Nous avons eu la joie de n'avoir aucune perte parmi ceux qui nous avaient fait confiance pour leur préparation. J'appris que l'on envisageait mon retour vers Bruxelles, pour travailler en liaison plus étroite avec la direction de la Sûreté, division des renseignements.

Le 7 février nous partîmes à quatre pour revenir en Belgique. Comme la région du Jura était, au moins dans sa partie la plus au sud, débarrassée des allemands, nous partîmes par là. D'ailleurs notre guide était Léon GAVAGE qui avait été en charge de la filière de pénétration directe en Suisse via cette Région. Il avait accompli cette mission en collaboration étroite avec des naquis polonais qui tenaient la frontière. Notre itinéraire prévoyait d'aller par Delémont vers Delle, puis de poursuivre par revirement. On nous disait que celui-ci nous permettrait de progresser à l'arrière de la ligne de front. Mais celle-ci était encore mouvante. En arrivant au poste frontière, dans la soirée, nous fûmes stoppés par des éléments de la deuxième DI, qui occupaient d'ailleurs le poste de douane français. Les Suisses nous donnaient peu de chances de pouvoir aller plus loin.

Effectivement on nous arrêta en nous disant qu'une contre-attaque allemande était en cours et que les blindés ennemis pouvaient déboucher à tout moment au bout de la route droite qui partait de la

frontière. Les soldats nous installèrent à 50M en avant du poste de douane, en nous recommandant de dormir au fond de la voiture. Effectivement, on mit derrière nous un char dont le canon était pointé directement en direction de notre pare-brise arrière. S'ils avaient tiré, l'obus serait passé entièrement à travers celui-ci. Ils eurent quand même la gentillesse de nous avertir à l'aube que le danger était passé et que nous pouvions poursuivre notre route suivant l'itinéraire envisagé. L'un des éléments qui les amenaient à nous accorder une certaine considération, c'est que nous transportions aussi un certain nombre de sacs de courrier diplomatique avec les documents officiels voulus. C'est d'ailleurs un service que nous avons rendu aux affaires étrangères pendant tout cet hiver. Évidemment, parmi ces sacs, il y en avait parfois un qui contenait nos propres rapports et documents, ou même le "viatique".

Le reste du voyage se passa sans problèmes, sauf une lame de ressort cassée, qu'un garagiste de Remiremont nous répara avec des moyens de fortune comme les garagistes français savent si bien le faire. A la frontière belge, nous apprîmes que l'administration française avait repris les douanes en main et ne permettrait plus le passage par Muno que pour des frontaliers. A l'avenir, il faudrait faire les yeux doux au poste plus important de La Chapelle, entre Bouillon et Sedan.

Encore une nouvelle mission et l'aide aux rapatriés

De retour à Bruxelles, j'eus d'abord à me familiariser avec un environnement bien changé. Quand j'étais parti, le front courait le long des frontières tant en Rhénanie qu'en Zélande. Maintenant il semblait bien éloigné, alors qu'à Bales, je vivais à proximité. Aussi, les cadres administratifs traditionnels reprenaient-ils progressivement leur place et leur superbe. Malgré tout, je pus constater que notre service avait acquis une certaine réputation, au moins parmi les professionnels de la Sureté ou des deuxièmes bureaux. Mais nous ne pouvions concevoir de nous installer au Shell Building, où se trouvaient la plupart des bureaux de la Sureté. Ceux-ci étaient surtout occupés à liquider le plus rapidement possible les dossiers relatifs aux années de guerre. A côté de chaque nom de réseau, tel que Zero Sapard ou même Botte, on trouvait la mention : en liquidation. Ils s'effrayaient parfois en étalant la liste de leurs agents dont certains étaient encore prisonnier en Allemagne. Je me disais qu'ils étaient heureux que les allemands aient eu d'autres chats à fouetter, sinon ils auraient trouvés facilement des raisons de condamner à mort beaucoup de ceux qui étaient entre leurs mains.

L'administrateur Lepage avait abandonné ses fonctions à Mr Bihin. C'était un homme d'une honnêteté proverbiale. C'est elle qui lui avait valu ce poste, avec peut-être aussi son peu de propension à jouer dans les manœuvres politiques. Il était d'une fidélité loyale à son chef, le premier ministre, et ceci, même quand il ne comprenait pas les arrières pensées de certaines instructions, comme ce sera le cas lors du dénouement de l'emprisonnement du roi.

Il donna son accord pour que nous ayons un minimum d'autonomie. Nous trouvâmes un bureau chez l'un de nos sympathisants, l'avocat Joseph Van Nuyswinkel, à la rue du Luxembourg. Ce sera notre quartier général pour quelques mois. A partir de là, le service diversifia ses activités. Il gardait une position privilégiée en Suisse, mais contrôla aussi l'activité d'un certain nombre d'observateurs installés dans d'autres pays. Il s'agissait d'aider les autorités belges à comprendre ce qui s'y passait. Nous cherchions aussi à retrouver la trace des belges, disséminés un peu partout en Europe. Quant à moi, je devins définitivement connu sous le nom de Christian Noël. Des papiers bien ficelés à ce nom me permirent de les compléter par des laissez-passer pour bien des endroits dont l'accès était réglementé. Ceci n'empêcha pas une forte délégation de services belges, anglais et américains

d'assister à notre mariage qui fut célébré le 28 février. Beaucoup de mes amis, même parmi les officiers alliés, vivaient d'ailleurs avec des identités multiples. J'appris ainsi que le capitaine qui m'avait si bien aidé pour obtenir les papiers allemands était en réalité membre de la grande famille des Dreyfus de New-York.

L'une des principales missions confiées au service SBS dès la fin de 1944, fut celle de l'aide et du suivi des rapatriés. Cela commença avec l'assistance aux personnes de nationalité belge, arrivant d'Allemagne en Suisse. Comme déjà dit, le flux était très réduit jusqu'à la fin 44. Mais avec le recul allemand en Italie et le passage du Rhin il allait s'accroître. Les gens avaient plus de confiance et les contrôles étaient moins faciles pour les allemands par suite de déplacement de population dans tous les sens.

Nous avons vite détecté plusieurs catégories de personnes qui toutes, disaient chercher un rapatriement en Belgique, si possible sans que l'on ne leur pose trop de questions. Tant que les hostilités duraient encore, il fallait comprendre que certains avaient laissé des amis là-bas, d'autres y avaient eu des activités parallèles, comme du commerce noir. D'autres avaient fraternisé avec la population locale ou certain(e)s de ses représentants.

- Il y avait d'abord les évadés proprement dits. Au début on pouvait supposer qu'ils étaient de réels résistants OU des agents doubles que l'ennemi voulait démasquer. Les opérations de tri étaient sérieuses et délicates. Plus près de la fin des hostilités, on se contentait de vérifier l'exactitude de leurs déclarations et on s'arrangeait pour qu'ils soient ramenés en Belgique le plus vite possible.

- Il y avait aussi d'anciens collaborateurs qui avaient plus ou moins volontairement accompagné les troupes allemandes lors de leur retraite. La plupart s'étaient dirigés vers les suisses dans l'espoir de trouver un abri dans un pays neutre, en attendant un hypothétique passage en Espagne ou en Amérique Latine. Les suisses ne demandaient qu'une chose, c'est qu'on les en débarrasse.

- Enfin, on vit arriver des rescapés de camps de déportation ou de petits camps de concentration, certains responsables allemands les dirigeaient vers la Suisse, contre je ne sais quelles promesses. Parfois c'étaient les services américains qui avaient acheté leur libération, en vue de se créer un réseau d'agents à leur solde.

Beaucoup de ces déportés arrivaient dans un état lamentable et étaient intransportables tels quels en Belgique. Ils vont bénéficier d'une initiative hardie et originale de Gérard Blitz. Il avait compris la nécessité d'une période de rétablissement pour eux avant leur retour et leur contact avec leurs familles. Ils avaient aussi besoin de soins spécifiques.

Avec l'aide des FFI de fortune de Haute Savoie et celle de monsieur de Menthon, il réquisitionna un hôtel au nord du lac d'Annecy. Ensuite, il mit tous ses amis en chasse pour recevoir certains équipements et surtout du ravitaillement. Il bénéficia d'un grand soutien sur le plan local. Le service, grâce à sa bonne implantation à Genève, parvint à mobiliser beaucoup d'aides de ce côté. Mais il y eut aussi une réponse magnifique à nos demandes en Belgique.

Notre secrétaire, Anne-Marie GOSSIEAU, réussit une opération extraordinaire dans les marolles. Elle se rendit directement à la rue des Radis, centre du marché noir bruxellois. Elle chercha, puis crut avoir trouvé un caïd de la rue. Elle lui expliqua notre affaire. Celui-ci l'écouta, puis la conduisit chez un plus important que lui. L'opération se répéta ainsi, jusqu'au moment où elle arriva au deuxième étage d'un

immeuble de la rue. Là, se tenait tristement une réunion des principaux chefs des branches alimentation : viande, charcuterie, boissons, farine etc. Elle détailla ses besoins, indiqua quelle somme d'argent elle pouvait engager. On lui dit de ne plus s'occuper de rien.

Trois jours plus tard nous prîmes possession d'une camionnette complète de produits rares, généralement encore rationnés. Ils étaient vendus sans marge de profit par les marchands et la livraison était complétée par une quantité non-négligeable de produits donnés gratuitement. En y ajoutant une récolte d'essuis et de casseroles nous pûmes remplir à ras bord deux grosses voitures américaines. Il fallait voir l'étonnement des douaniers français au poste de La Chapelle devant cette manne d'abondance. Mais ils furent gentils et compréhensifs, se contentant chacun d'un paquet de cigarettes anglaises.

Il y avait aussi des solutions originales à trouver pour l'organisation du séjour. Gérard BLITZ inventa alors une méthode de gestion qu'il appliquera plus tard au Club Méditerranée. Les hôtes ne devaient s'occuper de rien, mais chacun recevait des jetons pour obtenir, au rythme qui leur plaisait, ce qu'ils désiraient. Ils réapprenaient ainsi à vivre normalement, à jouir de la liberté et à prendre des décisions pour ce qui les concernait. Cette activité se poursuivit jusque loin dans l'été 1945.

Un tout autre problème fut celui des anciens collaborateurs affluant en masse en Suisse au mois de mai 1945. Il y avait parmi eux quelques gros poissons intéressant la France, comme Jean Hérold PAOUIS. Les chefs de files de la collaboration belge étaient plus futés. Ils cherchaient des lignes d'évasion plus discrètes. Certains avaient pu se procurer des papiers suffisamment crédibles pour pouvoir prendre un avion vers l'Espagne. Les Suisses, comme déjà dit, avaient un souci principal: s'en débarrasser. En mai, ils préparèrent un train blindé spécial qui devait amener quelques milliers d'entre eux vers l'Espagne. Théoriquement, le train disposait d'un sauf-conduit pour traverser la France. Il fut bloqué d'abord à Annecy, puis à Aix-les-Bains, puis à Chambéry. Chaque fois il fut attaqué par les anciens du maquis qui en extraient des centaines de personnes pour régler leur compte. A Chambéry, le chef du train décida de retourner à Genève. A son retour, il avait perdu à peu près la moitié de ses voyageurs. Ceux qui avaient d'eux même choisi de s'en evader étaient sûrement une minorité.

Les réfugiés arrivant dans les camps helvétiques étaient fouillés. Toutes les armes, mais aussi tout ce qui semblait être du butin de guerre, était confisqué. Nos amis restaient en contact suivi avec les responsables des camps. Ceux-ci les mettaient au courant de leurs découvertes. Parfois ils transmettaient des objets saisis, pour ne pas avoir à s'en occuper. Gérard BLITZ, un jour du mois de mai, revint à sa villa au bord du lac d'ANNECY avec un mystérieux petit sac en cuir. Il renversa le contenu sur la table de cuisine, c'était des diamants. Ils lui avaient été remis pour qu'il les remette à son tour aux autorités belges. Nous étions fort surpris, surtout quand il fit une évaluation de cet étalage. Mais lui, dont le premier métier avait été celui de tailleur de diamants, n'était nullement impressionné. Il se contenta de les répertorier et d'en évaluer la valeur globale à quelques millions de francs de l'époque. Puis, il les remit en place, mit le sac à l'abri, et ne s'en occupa plus avant de le remettre, quelques semaines plus tard, à la Sureté Belge. On y fut très ennuyé, seule l'administration des douanes était habilitée à recevoir de tels dépôts. Mais ce n'était plus notre affaire.

Juste après l'arrêt des hostilités, Gérard et moi eûmes à effectuer une mission haute en couleurs. Un message venant des américains signalait la présence d'une centaine de réfugiés belges dans la région d'INNSBRUCK. Ils voulaient en être débarrassés, on nous demanda d'aller sur place, de voir la situation de près, et d'essayer de rendre service aux américains. La mission devait être discrète. Le roi venait d'être libéré. Des dispositions avaient été prises pour limiter strictement le déplacement de

citoyens belges de l'autre côté du Rhin. Demander une dispense à l'interdiction générale aurait attiré trop l'attention sur notre mission.

Restait la voie Suisse, nous nous retrouvâmes au lac d'ANNECY le samedi 14 mai. De là, nous nous mîmes en route avec une petite PEUGEOT 301 décapotable. Le numéro minéralogique indiquait l'origine de Haute-Savoie. Nous sommes remontés le long de la frontière suisse jusqu'à hauteur de DELEMONT, pour être dans la zone de suisse alémanique. Nos amis de GENEVE avaient pris les contacts nécessaires et à BALE, le grossiste nous attendait. Il était lui-même à la recherche d'une solution pour un problème d'importance. Les autrichiens, avec lesquels il avait été toujours en contact, avaient libéré INNSBRUCK avant l'arrivée des américains. Le chef des résistants était le Dr GRUBER (futur ministre des Affaires Etrangères). Le scénario avait été prévu par les alliés. Mais les instructions en ce sens se trouvaient soit à l'armée d'Italie, soit à l'armée française. Or, par suite du désordre introduit par la prise de STUTTGART par les français au lieu des américains de la troisième armée, c'est celle-ci qui était arrivée sur place. Entre eux et l'armée d'Italie, se trouvaient encore des régiments SS retranchés au BRENNER.

La résistance autrichienne se trouvait dans une situation intenable. Les commandants américains disposaient d'instructions précises sur l'organisation des "Civils Affairs" dans les territoires occupés (ou libérés !). L'armée d'Italie avait comme instruction de considérer les Tyroliens comme des amis, surtout s'il s'avérait qu'ils avaient collaboré à leur "libération". Par contre les instructions pour Stuttgart prévoyaient une occupation rigoureuse. C'est ainsi que les malheureux autrichiens furent d'abord soumis à des lois qui ne leur étaient pas destinées. Ils avaient lancé un journal indépendant, il dût s'arrêter de paraître. Ils avaient mis en route l'émetteur de radio régional, il fut bloqué. Et tout cela après quelques jours de folle liberté, avant l'arrivée des américains.

Ils alertèrent leurs amis suisses (en l'occurrence "notre" grossiste) pour les sortir de ce mauvais pas. Ce qui fut fait par l'intermédiaire de l'ambassade des E.U. en Suisse et via le commandant en Italie, le général CLARKE. Celui-ci promit de faire diligence pour envoyer les bonnes instructions à son collègue dont dépendait INNSBRUCK. A notre départ de Suisse, rien n'était encore fait, nous avions cependant mission d'annoncer à Mr GRUBER que cela allait se faire. Nous pouvions même essayer d'expliquer la situation aux américains. Mais cela ne fut pas utile. En effet le soir même de notre arrivée, les instructions demandant de considérer les Tyroliens non comme des ennemis, mais comme des amis, arrivèrent enfin au commandant local. Evidemment, cela allait poser un autre problème: différencier les autochtones des milliers de réfugiés allemands concentrés en ville.

Pour arriver à INNSBRUCK, nous devions traverser la zone occupée par les français. Les relations entre alliés n'étaient pas bonnes dans cette région. Chacun avait été bousculé par l'autre. Les français n'auraient pas vu d'un bon œil notre mission s'ils avaient su qu'elle était politiquement favorable aux américains. Il fallait ruser. Heureusement que le "grossiste" avait des ressources. Il était au dernier bien avec le commandant de la DGER à CONSTANCE. Quelques bons dîners en Suisses avaient aidé. Cet officier promit son aide, il concocta de nous faire passer la frontière pendant une visite protocolaire du général de LATTRE de Tassigny à l'armée suisse. Nous sommes passés à l'arrière de la cérémonie pendant l'exécution des hymnes nationaux. Personne n'osa sortir des rangs pour nous contrôler. Surtout qu'avec notre petite 301 Peugeot nous suivions une voiture avec le fanion du commandement français. En ce 25 mai, du général célèbre nous n'avons vu que le dos.

Notre nouvel ami, nous établit un laissez-passer signé du général de LATTRE. Pour plus de sécurité, le cachet à la Croix de Lorraine couvrait la signature. Cependant, de tels papiers n'avaient qu'une

valeur relative. La vraie solution était de demander à chaque poste de contrôle d'avertir le suivant de notre passage. Il n'y eut qu'un moment d'émotion, lorsqu'au poste entre l'Allemagne et l'Autriche nous sommes tombés sur un sous-officier qui avait habité à LIEGE, à trois maisons de l'adresse indiquée sur mes papiers (Toujours au nom de Christian NOEL). Heureusement qu'un officier vint l'appeler, pour résoudre un autre problème. Son compagnon nous laissa partir, en promettant d'avertir le poste suivant à BREGENZ.

Après BREGENZ commença la montée vers l'ARLBERGPASS. C'était beaucoup demander à notre petite voiture décapotable. Même avec son moteur renforcé, cela sembla parfois au-dessus de ses forces. Plus nous montions, plus il y avait de la neige sur les bas-côtés. Au dernier palier de la route, notre vitesse tomba sous les vingt km/h. Nous fîmes un arrêt peu après le sommet, pour laisser souffler le moteur et aussi pour un contact plus direct avec la neige. Peu après, nous sommes arrivés à SANKT ANTON. C'était la dernière localité occupée par les français. Il s'agissait du 19^e bataillon de chasseurs alpins.

Le soir tombait. Nous avions deux soucis : trouver un logement pour la nuit, mais aussi de comprendre comment faire pour pouvoir passer en zone américaine. Nos recherches à peine entamées, nous avons été repérés par un officier du contre-espionnage français. Il était intrigué par ces deux civils circulant en zone militaire, dans une petite voiture immatriculée en SAVOIE. Il nous entraîna dans un des bons hôtels, où il nous soumit à un interrogatoire serré. Il connaissait bien la Belgique pour y avoir accompagné des personnages importants. Il eut l'air satisfait de nos réponses et nous recommanda à l'hôtelier. Par contre, pour ce qui est du passage en zone américaine, il ne pouvait pas nous aider. Le chemin de la vallée était barré aux français pour le plus grand chagrin du commandant de corps. Il suggéra d'en parler directement le lendemain matin avec son colonel.

Ce fut une chance de trouver une chambre. Le village était encombré de réfugiés (en général fortunés) mais aussi par des militaires de toutes nationalités. J'y vis mes premiers soldats russes et leurs officiers. On ne savait pas très bien comment ils étaient arrivés là, mais ils y étaient. Il y avait aussi des américains et des anglais. Chacun surveillait l'autre. Cela me rappela la méfiance semblable entre "alliés" près d'AIX-LA-CHAPELLE.

L'hôtelier qui acceptait, en grommelant, de nous loger ne voulut rien entendre d'un repas au restaurant. Finalement, il consentit à nous servir dans un coin de sa grande cuisine. Nous étions à peine assis, qu'apparaissent deux officiers américains, déjà bien éméchés et traînant entre eux une jolie blonde. Gérard bondit et commença à parler avec celui qui semblait le plus important. "Que désirez-vous ?" demanda celui-ci. "Aller dans la vallée"

"Mais, allez dans la vallée". "Nous n'avons pas de papier" "But, go to LANDECK. Allez au poste de contrôle à la sortie du village et demandez le capitaine BARDINI. Il arrangera cela. Nous sûmes le lendemain que BARDINI était l'autre officier, qui ce soir-là aurait été incapable de soutenir une discussion. Gérard, toujours prudent, tend un papier pour y faire inscrire le nom du capitaine. L'autre prend le porte-plume de Gérard, puis le regarde stupéfait "You are a nazi". Stupéfaction, discussion, longues explications. Les officiers américains seuls avaient des PARKERS 51. Gérard acquiesce: ce porte-plume vient bien d'un aviateur américain qu'il a sauvé et aidé à partir en Angleterre. Fut-il convaincu ? "You are a nazi, but I like you". Là-dessus, nous avons vidé ensemble, une bouteille de son vin blanc. Il ajouta encore son nom sur la feuille : capitaine COQHILL.

Le lendemain, notre ami l'officier français nous introduisit auprès de son chef de corps. Si je me rappelle bien, il s'agissait du colonel de MONTSABERT. Lors de cette visite protocolaire, celui-ci se

montra fort dubitatif quant à notre projet de forcer le passage vers la zone américaine. Toutes les tentatives en ce sens avaient échoué. Il y avait bien sûr aussi ce problème dû au fait que les troupes alliées n'étaient pas aux emplacements prévus et qu'ils manquaient de directives au sujet des relations à établir entre eux.

A cela s'ajoutait l'atmosphère de rivalité entre les divers services secrets qui avaient choisi la localité comme point de chute. Les russes avaient pris le meilleur hôtel, les polonais de Londres étaient présents, autour du représentant d'une vieille famille franco-polonaise et se méfiaient de tout le monde. Comme déjà signalé, les américains s'octroyaient les droits de libre circulation. Le commandement français, plus habitué sans doute à la guerre franche et dure qu'à ces subtilités politiques, avait de la difficulté à contrôler la situation. Nous mêmes tombions là-dedans comme des cheveux dans la soupe. D'où le long interrogatoire auquel nous avons été soumis.

Finalement, le colonel voulut bien admettre que si nous pouvions l'aider à nouer des contacts avec une autorité américaine valable il en serait bien heureux. Il espérait, grâce à cela, pouvoir se débarrasser des nombreux allemands qui peuplaient les petits hôtels et chalets de la région. Il soupçonnait, à juste titre, la plupart d'entre eux d'être de bons nazis si pas des dirigeants. Cela restera notre fierté d'avoir réussi dans cette mission. Vingt ans plus tard, Gérard s'en réjouissait encore. En fait les américains n'attendaient que cela. Mais ils n'avaient pas découvert quel pouvait être le correspondant de leurs "Civils Affairs".

Le passage en zone américaine fut par ailleurs des plus faciles. Nous sommes arrêtés dès la sortie du village par un barrage, d'une vingtaine de soldats américains. L'un d'eux connaissait Jonny WEISSMULLER (le Tarza) et Gérard prouva qu'il était son ami. Mais ils furent encore plus surpris de nous entendre citer le nom de leur capitaine : BARDINI. Nous nous sommes trouvés rapidement au PC de celui-ci, installé dans le premier village sur la route. Quelle ne fut pas notre surprise de constater que ce capitaine était le second des deux officiers que nous avons rencontrés le jour précédent.

Le problème des relations avec les français fut rapidement réglé. Il nous chargea d'aller expliquer la situation à l'officier en charge des Civils Affairs de LANDECK. Puis il nous souhaita bonne route. Nous voulions un laissez-passer. Il n'en fallait pas. Le mot de passe suffisait et celui-ci était: BARDINI. D'ailleurs les postes de contrôle se téléphonaient pour annoncer le passage de cette curieuse petite voiture avec deux civils.

A LANDECK, les réfugiés ne jouissaient pas du confort de ceux que nous avons vu dans les chalets et les hôtels de la montagne. Nous y avons rencontré la vraie misère des personnes déplacées à la recherche de logements et de nourriture. Les tickets de rationnement allemands étaient toujours en vigueur. Pour nous, ce n'était pas un problème, nos amis français nous en avaient abondamment pourvus. Mais, il nous fallut en donner plusieurs pour arriver à recevoir un repas un peu convenable. Les réfugiés allemands étaient aussi la cible d'une animosité certaine de la part des autochtones. Ceux se découvraient subitement un patriotisme autrichien. Par contre notre facilité à circuler et notre générosité dans la distribution des tickets fit croire à certains réfugiés que nous appartenions à une organisation clandestine, et en particulier à celle des "loups garous".

Le contact avec le commandant américain sur place fut des plus agréables. Perdu dans ce trou lointain, il fut heureux d'avoir d'autres nouvelles que celles du journal de l'armée. Il était heureux de trouver un prétexte pour monter à SANKT ANTON, dont on lui avait vanté les charmes touristiques et

gastronomiques. Mais il fut formel, nous n'avions aucune chance de pouvoir aller jusqu'à SALZBOURG. Un ordre de mission n'y changerait rien. Une grosse opération de nettoyage de nids de résistance était en cours. Et pour nous, passer par l'Allemagne était exclu.

Un séjour au TYROL

Nous sommes arrivés sans encombre dans la capitale du Tyrol le 27 mai au soir. L'ordre de mission reçu à LANDECK était parfait : nous devons nous présenter au CIC pour régler un rapatriement de belges recueillis dans la région. La ville était dans une situation curieuse. Avant l'arrivée des troupes américaines, elle s'était libérée toute seule et avait décrété la nullité de l'Anschluss. L'administration était aux mains de la résistance locale. Un journal local paraissait déjà et l'émetteur de radio fonctionnait allègrement. Le Dr GRUBER, futur ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de VIENNE, était le chef de l'autorité nouvelle.

Tout ceci aurait fonctionné facilement si la ville avait été libérée, ou par les français, ou par les américains venant d'Italie. Le général CLARK avait les instructions nécessaires pour tenir compte d'une libération éventuelle par les résistants autrichiens. En effet, depuis YALTA, il avait été décidé de considérer l'Autriche comme un pays à libérer. Mais voilà, les américains arrivés sur place n'avaient aucune idée sur les différences à faire entre ennemis et ex-ennemis devenus amis.

La situation n'était pas simplifiée par le fait qu'un fort contingent de SS irréductibles avait pris position au passage du Brenner. GRUBER craignait, à juste titre, que s'ils descendaient dans la plaine, ils auraient exécutés comme traîtres tous ceux qui avaient participé au sursaut d'indépendance. Il savait par ses amis suisses que le général SS WOLF négociait avec les alliés une reddition de ses troupes moyennant une possibilité personnelle de se sortir du guêpier. Il espérait malgré tout que l'arrivée des américains mette la région à l'abri de représailles, telles que nous les avons connues à BANDE.

Finalement, ce ne furent ni les américains venant du Sud, ni les français venant du lac de Constance qui arrivèrent les premiers, mais les américains du général DEVERS, frustrés par les français de la prise de STUTTGART. C'est eux qui eurent à s'engouffrer dans le vide dû au retard des troupes du Sud et au blocage des français sur les hauteurs du VORARLBERG. Ils furent d'ailleurs guidés par des chemins de montagne grâce à des guides envoyés par GRUBER.

Nous avons pu constater en Belgique avec quel soin les officiers américains chargés de prendre en main la gestion d'une ville ou d'une région étaient préparés à leur mission. Ils disposaient d'instructions très détaillées. J'avais vu que le fils du général WAINWRIGHT qui devait s'installer à SPA (BALMORAL), dans l'immeuble du vicomte BERRYER, avait dans ses notes, un plan de la maison et des renseignements sur la personnalité du propriétaire. Mais voilà, les troupes arrivées dans le Tyrol n'avaient pas les instructions pour INNSBRUCK, mais seulement celles pour STUTTGART. Elles commencèrent à appliquer celles-ci par analogie. Pas question d'un statut de ville libérée mais celui de ville ennemie occupée.

La parution du journal local fut stoppée, la radio fermée et le couvre-feu fixé à six heures du soir. Interdiction pour les militaires d'avoir des contacts individuels avec les habitants. Voilà pourquoi les résistants du coin s'étaient adressés aux suisses, et en particulier à notre ami le grossiste, pour leur

demander d'intervenir pour que les dossiers bloqués en Italie soient acheminés au plus vite via l'ambassade américaine en SUISSE. Nous étions chargés de dire à GRUBER que les contacts avaient été pris et que cela allait s'arranger. Ceci se produisit d'ailleurs le lendemain de notre arrivée.

Les nouvelles instructions furent implantées avec le même zèle que les anciennes. Les panneaux "Do not fraternise" furent remplacés par "Be courteous, be neat". Le couvre-feu fut retardé. GRUBER devint un interlocuteur valable pour les Civil Affairs. La situation générale restait difficile dans une ville de quarante mille habitants qui en abritait plus du double. Mais le ravitaillement par les campagnes devint plus aisé. Il fallait voir aussi avec quel plaisir soldats américains de toute couleur et jeunes autrichiennes tiraient profit des nouvelles règles de cohabitation. Evidemment les soldats n'étaient pas regardants quant à la nationalité exacte de leurs conquêtes.

Mais il faut revenir au moment de notre arrivée en ville. L'après-midi tirait à sa fin et il fallait résoudre le problème du logement et trouver à manger. Cela n'allait pas être facile dans une ville où les hôteliers réservaient leurs maigres possibilités aux habitués. Nous cherchions une inspiration en circulant dans la rue principale. Subitement, nous vîmes arriver une voiture militaire de l'armée française. Les occupants de celle-ci avaient eux-mêmes été intrigués par la vue de notre petite voiture immatriculée en Haute-Savoie. Le contact fut vite établi. L'équipage militaire comprenait un officier de marine, un lieutenant de l'armée et un chauffeur.

La fraternisation fut immédiate, le lieutenant était celui vers lequel l'ami de CONSTANCE nous avait dirigés. Le chauffeur était un savoyard d'un village bien connu de Gérard. Il fut heureux d'avoir des nouvelles fraîches du pays. Tous trois promirent de nous aider, mais à une condition : leur obtenir une invitation à manger, à la colonie belge. Nous étions prêts à tout leur promettre sans savoir ce que cachait cette demande. Ils nous conduisirent alors à l'hôtel principal de la rue. Ils prirent des airs si mystérieux que l'hôtelier crut comprendre qu'il valait mieux pour lui d'obtempérer à leur réquisition. Nous prenant pour des membres de l'organisation des Wehrwolf (les loups garous) il fit évacuer la plus belle chambre tenue par un dignitaire nazi auquel il céda sa propre chambre. Lorsque nous partîmes deux jours plus tard, il nous demanda quel nom mettre sur la note. Je répondis "deux Wehrwolf". Il le fit sans hésiter. J'ai encore dans mes archives ce curieux document.

Puis, nous voilà en route vers la colonie belge. Nous avons trouvé celle-ci installée dans une école. Trois officiers en battle dress organisaient la vie d'une centaine de compatriotes. Je les connaissais un peu : quelques semaines auparavant j'avais préparé avec eux leur parachutage en Allemagne. Ils avaient atterri dans les montagnes de la vallée de l'INN. Après avoir erré quelque peu, ils avaient abouti à INNSBRUCK où les américains les avaient trouvés. Cela ne leur plaisait pas du tout, d'avoir dans les pieds trois officiers en uniforme anglais, même si leurs badges indiquaient l'appartenance au SHAPE (le commandement interallié).

Mais nos trois amis avaient trouvé la parade à la méfiance : ils envoyèrent à LONDRES un message codé mais facilement déchiffrable dans lequel ils disaient beaucoup de bien sur la façon dont les américains avaient réglé les problèmes locaux, malgré l'absence d'instructions spécifiques. Ceux-ci furent flattés de ce commentaire envoyé en haut lieu et décidèrent de s'accommoder de leur présence. Ils les chargèrent même de rassembler tous les réfugiés non allemands. Nos amis se consacrèrent d'abord à la réunion des belges en un endroit, en l'occurrence cette école qu'ils avaient réquisitionné. Cela ne fut pas difficile. Ils se contentèrent de faire savoir discrètement qu'ils allaient s'occuper de les nourrir convenablement.

Ils ne se souciaient aucunement de la couleur politique des personnes accueillies. Cependant, la plupart des "invités" étaient des collaborateurs qui avaient fui avec les troupes allemandes. Il s'agissait dans presque tous les cas de menu fretin. Pourtant, certains d'entre eux avaient déjà été condamnés, par contumace, par les tribunaux belges. Quand nous sommes arrivés, la colonie comptait 105 membres. Cela correspondait au renseignement que nous avions eu avant de quitter BRUXELLES.

Tout ce petit monde devait vivre et ils avaient organisé, dans cette région où tant de gens avaient faim, une extraordinaire centrale de commerce noir. Il n'y était jamais question de tickets de ravitaillement et pourtant on y mangeait bien. D'où la demande des français d'y être un jour invités. Nous pûmes accomplir notre promesse le lendemain. Ce fut un repas pantagruélique. Gérard profita de cette atmosphère de kermesse flamande pour se faire admettre comme intermédiaire pour sortir ces réfugiés très spéciaux de l'impasse où ils s'étaient fourvoyés.

Le plan échafaudé avec les parachutistes consistait à les persuader de monter dans des camions qui les amèneraient en SUISSE. C'était à l'époque un mot magique pour qui voulait se soustraire aux enquêtes de son pays. Ils espéraient pouvoir y rester au moins assez longtemps pour que la grosse fureur de l'épuration soit calmée. Nous leur avons expliqué qu'ils avaient le choix entre l'évacuation vers la Suisse ou bien la remise aux autorités américaines. Or, ils avaient tous vu avec quelle rudesse les américains traitaient les collaborateurs des nazis. Ils optèrent donc presque tous pour l'évacuation.

Il fallait maintenant obtenir l'accord des autorités américaines, eux seuls pouvaient offrir les camions. Pour ce qui en était du passage en zone française, nous deux nous portions forts de l'accord du XIXe Chasseurs. Nous sentions que les américains nous aideraient ne serait-ce que pour se débarrasser de ces intrus, qui de plus, vivaient dans un hôtel luxueux. Le départ des réfugiés allait leur permettre aussi d'insister pour que les trois paras soient rappelés à leur base.

Notre contact avec les officiers français ne leur plaisait pas du tout. Ceux-ci avaient fait partie de l'équipe qui les avait pris de vitesse dans la course vers BERCHTESGADEN. Pendant que les américains s'attardaient dans les immeubles du bas de la montagne, les français étaient montés au nid d'aigle d'HITLER. Bien documentés par les observations de l'ambassadeur de France, monsieur BONNET, qui y avait été reçu. Ils mirent peu de temps à s'approprier les documents les plus essentiels, les charger dans une camionnette et partir par un chemin de campagne menant à l'autre vallée. Cela juste au moment où les concurrents arrivaient. C'est ainsi que le succès de notre mission officielle allait finalement annihiler tout espoir d'une aide des américains pour aller vers SALZBOURG.

Il devenait temps d'ailleurs, de nous mettre en règle avec les autorités américaines. Dès notre arrivée à leur immeuble, on nous dirigea vers le contre-espionnage. L'officier en charge était le romancier JULIEN GREEN. Il nous accueillit gentiment, puis nous fit passer dans une autre pièce dont on ferma la porte à double tour. Elle se trouvait à l'étage et donnait sur une cour intérieure. Un officier vint nous dire que nous ne pourrions en sortir que si nous étions "cleared". Après quelque temps, deux officiers spécialisés vinrent nous interroger. De tous les interrogatoires américains que j'ai eu l'occasion de subir, celui-ci fut le plus ardu à mener à une conclusion favorable. Ils exigeaient que nous prouvions notre qualité en citant une référence américaine. Mais il fallait que se fut celle d'un responsable de la "third army". Tous les noms du front en Belgique étaient sans intérêt. Les noms que citait Gérard étaient, d'après eux, des noms d'officiers ayant la mauvaise habitude de le mettre sur la porte de leur bureau.

Nous allions presque être jugés comme étant des intrus, lorsque Gérard trouva la parade. Il se rappelait que la troisième armée était celle qui avait débarqué en Provence. Il leur dit que leur Etat-major avait été localisé à DIGNE-SISTERON, qu'ils avaient reçu la visite de deux agents du renseignement belge venus leur apporter les plans de la défense du port d'ANVERS. L'un des deux (BROTELLE) avait été mis dans un avion pour LONDRES, et l'autre, c'était lui Gérard. Au fur et à mesure qu'il parlait, nos deux américains acquiesçaient.

A la fin ils nous dirent qu'ils avaient reconnu Gérard depuis tout un temps. L'entretien se termina par de grandes claques dans le dos. Mais l'amitié n'alla pas plus loin. De retour chez notre romancier, celui-ci nous intima l'ordre d'avoir à quitter INNSBRUCK pour le lendemain matin. Il nous permit cependant d'expliquer le plan d'évacuation des réfugiés à l'officier compétent. Celui-ci le trouva excellent et promit son appui. Mais il nous conseilla aussi d'obtempérer à l'ordre des Civil Affairs. Nous dûmes laisser le soin de régler les détails à nos amis parachutistes, qui commençaient à s'inquiéter de ne pas nous voir revenir.

Quant à jouer un rôle quelconque dans les relations entre les américains et les autrichiens : ça, non ! D'ailleurs ce que nous leur disions correspondait aux instructions qui venaient de leur parvenir d'Italie. Le Dr GRUBER allait être reçu le lendemain par le commandant américain, avec les honneurs dûs. Lui-même nous remercia, avec effusion, des services rendus. Il en était d'autant plus heureux qu'il avait de nombreux amis personnels en Belgique.

Le retour se passa sans encombre. Par une belle journée de printemps à SANKT ANTON, les français avaient suivi nos conseils et établi directement le contact avec les américains de la vallée. Nous fûmes régalez d'un excellent repas au restaurant. Le commandant nous fit remettre, à chacun, une fourragère du XIXe Chasseurs. Au retour encore, nous pouvions nous demander comment nous avions pu subir tant de contrôles à l'aller. Même l'entrée en Suisse se fit comme si on nous avait attendus. Le grossiste fut heureux d'avoir des nouvelles de première main de ses amis autrichiens. Ce fut ma dernière réunion avec lui, son assistante et Willy ROOSENS : la guerre était bien finie.

Nous mîmes cependant avec lui la dernière main à notre plan d'évacuation des réfugiés. Tout allait se dérouler, dans les semaines suivantes exactement suivant les prévisions. Des camions américains les prirent en charge (une centaine) et les conduisirent au poste frontière de BREGENZ. Les français veillèrent à ce que pas un ne s'échappe et qu'ils soient tous remis à la Croix Rouge Suisse. Ceux-ci s'en occupèrent bien et les placèrent dans un train à la gare de FELKIRCH, en leur disant qu'ils auraient un assez long trajet à subir pour aller au camp de destination.

Après un parcours sinueux, ils arrivèrent un soir à la gare de Bâle. Celle-ci avait été camouflée, pour ne laisser apparaître aucun signe d'identification. Une plaque à demi-cachée suggérait qu'il s'agissait de la gare d'OLTEN. Nous étions présents Gérard, Willy et moi pour surveiller les opérations à distance. Les voyageurs reçurent un repas chaud, puis ils remontèrent dans le train dont les portes furent bloquées. Dans la nuit il partit pour la Belgique. Seuls deux ou trois collaborateurs plus astucieux se rendirent compte de ce qu'il se passait. Ils profitèrent d'un fort ralentissement dans une côte près de LIBRAMONT pour quitter le train et disparaître. Les autres furent cueillis à la gare de Bruxelles-Midi. Ils passèrent rapidement en jugement. Presque tous n'encoururent que des peines minimales. Toute l'affaire fut traitée discrètement parce qu'effectuée en dehors des règles normales. Gérard aimait ce genre d'opération répondant à une morale plus haute que les règles juridiques.

Comme il aimait les discussions philosophiques, nous eûmes de longs échanges à ce sujet. Nous les reprîmes presque trente ans plus tard à l'occasion d'une rencontre à PARIS. Il considérait que

finalement nous avons rendu service aux gens. C'était son obsession. A la fin de sa vie, il regrettait que ce qu'il avait entrepris dans ce sens avec le Club Méditerranée n'ait pas tout à fait répondu à ses objectifs philosophiques. Il se demandait s'il n'avait parfois pas eu tort de vouloir faire le bonheur des gens malgré eux. Il acceptait finalement que le bonheur demande aussi un effort personnel.

Il y eut encore quelques moments amusants dans cette équipe. Au retour à Annecy, c'était la nuit. Gérard se précipita dans la chambre de sa femme. Il y eut de grands cris. Denise avait changé de chambre avec mon épouse parce que son lit était plus grand et était plus confortable pour une femme enceinte. Quelques jours plus tard, lors du voyage retour avec le père de Gérard, nous nous sommes arrêtés pour manger à VERDUN. Un grand sous-officier noir américain se précipite à notre table et dépose une liasse de billets. Il voulait disposer de ma femme pour un petit moment. Il ne comprenait vraiment pas qu'elle n'acceptât pas avec enthousiasme. Nous dûmes nous serrer autour d'elle pour qu'elle ne soit pas enlevée. Un peu plus loin, nous eûmes un accrochage avec une voiture venant en face. Plus de phare gauche. Impossible de continuer. Il fallut l'intervention de la gendarmerie pour qu'un hôtel de DUN accepte de nous loger. Les français étaient trop montés contre les belges qu'ils accusaient d'avoir trahi la solidarité européenne en se vendant aux américains. Notre opulence alimentaire leur semblait injuste.

Après cette expédition, je fus installé en poste fixe à Bruxelles. Notre bureau était en dehors de la Sureté, mais SBS en faisait bien partie. Mon rôle était d'une part d'assurer la liaison entre le service et la direction de la Sureté, et d'autre part, d'aider à la coordination de nos agents dans plusieurs Pays européens. Ils travaillaient au renseignement direct, mais aussi en parallèle avec nos services de rapatriement et d'identification. Cette activité se prolongea durant toute l'année 1945. Elle nous amena même à louer un immeuble entier à IXELLES. Mais cela suscitait des jalousies à l'intérieur de la Sureté et des oppositions de la part du Deuxième Bureau. Il me parut bientôt évident que notre existence allait vers un terme. Je quittais l'organisation en janvier 1946. Elle survécut encore quelques semaines avant d'être dissoute. Quelques membres furent récupérés par des services anglais ou américains. La plupart retournèrent à la vie civile.

Un rôle marginal et ingrat vis à vis du roi Léopold III

Parmi les missions reçues par BOTTE, en tant que chef du SBS, il y avait celle de nouer des contacts avec le Palais Royal. C'est ainsi qu'il entra en relation avec le capitaine Hubert ROMBOUITS, adjoint du chef de la maison militaire, le général TILKENS. Après la libération, BOTTE ne manquait jamais de passer par la rue Ducale, lorsque ses passages à BRUXELLES le permettaient. C'est donc naturellement que les collaborateurs du Roi lui demandèrent de les tenir au courant si les activités du réseau le mettaient au courant d'informations sur le lieu de détention du roi. La même chose était d'ailleurs demandée aussi par l'administrateur de la Sureté. Des deux côtés, on insistait sur la discrétion à observer, en cette matière, vis à vis du monde extérieur.

Cette recherche d'informations concernant le devenir du Roi se poursuivit durant toute la fin de l'année 1944 et le début de 1945. Et cela, jusqu'à l'annonce de la libération du Roi par les troupes américaines. A la Sureté, les rapports n'étaient pas remis à la branche SRA (capitaine NICODEME), mais

directement à l'administrateur, qui allait bientôt être monsieur BIHIN. Celui-ci les transmettait directement et personnellement au premier ministre, monsieur Achille VAN ACKER.

Il était facile de se rendre compte, d'après les réactions, que derrière le premier ministre, il y avait le secrétaire du Régent, monsieur André DE STAERCKE, mais aussi monsieur Paul-Henri SPAAK. Les pistes suivies furent nombreuses, mais aucune ne donnait de résultats probants. L'information que le Roi devait se trouver dans les Alpes, nous parvint presque en même temps que celle de sa découverte par les américains au lac de SANKT WOLFGANG. Mais nous avons vécu au jour le jour les attentes des divers protagonistes. Comme nos services assuraient le transport du courrier diplomatique entre la Belgique et la Suisse, cela nous donnait l'occasion de conversations à ce sujet tant avec les services de l'ambassade, qu'avec leurs correspondants bruxellois. Nous avons été courtisés tant que l'on ne savait rien. Nous avons reçu l'ordre sec de ne plus nous mêler de rien, dès que la libération a été connue.

Mon premier contact personnel avec le capitaine ROMBOUTS, se situe en octobre 1944, juste avant mon premier départ en Suisse. J'accompagnais BOTTE. La confiance qui régnait entre les deux hommes était manifeste. A un moment, le général TILKENS apparut. Il fut question de quelques missions que BOTTE avait remplies au départ de LONDRES.

Après mon retour de Suisse, en février 45, je fus chargé des contacts réguliers. J'entrai aussi en rapport avec monsieur Jean de LANDSHEERE, qui était plus libre de parler que les employés directs du Palais. Toutes sortes de projets furent élaborés, dont même celui de préparer un commando pour aller délivrer le Roi. Les volontaires étaient prêts. Mais on resta jusqu'à la fin dans l'ignorance du lieu de détention. Heureusement, la période de troubles anarchiques en Allemagne, entre l'écroulement du régime et l'installation des alliés ne se produisit pas.

Cette idée de constituer un commando capable de délivrer le roi avait déjà été avancée dès son arrestation par un groupe lié à d'autres personnes de la maison du roi. J'avais été approché par mon frère à ce sujet. Il était lié depuis l'Ecole Militaire avec les frères JACQUES de DIXMUDE. Il me demanda, de leur part, si je voyais la possibilité d'organiser un groupe de volontaires en ce sens. J'en examinai la possibilité en m'appuyant sur d'anciens collaborateurs de mon activité de renseignement. Je comptais en particulier sur l'aide d'un ancien légionnaire, spécialisé dans l'aide à l'évasion d'officiers français. On pensait que le roi était à DUREN. Cette localité n'aurait pas été hors d'atteinte. Mais on posait une condition : il fallait libérer à la fois le Roi et les enfants royaux, pour éviter tout risque de chantage. Mais personne ne pouvait garantir que tous se trouvaient au même endroit. Mais même si cela avait été acquis, une telle opération dépassait nos possibilités. Le projet fut abandonné.

La même incertitude paralysait les projets en discussion au printemps 1945. Personne ne les abordait clairement. Parmi les contacts de BOTTE, il y en avait aussi avec le cardinal, par l'intermédiaire de l'un des avocats de l'archevêché, Mr Joseph VAN MUYSEWINCKEL et du chamoine LECLEF. C'est de là que nous vint la prise de position la plus claire. Le cardinal affirmait connaître suffisamment le Roi pour pouvoir affirmer que :

1. Le Roi n'accepterait de se laisser libérer que s'il était certain que ceci n'aurait pas de conséquences pour les déportés et les prisonniers.
2. Les représailles auxquelles il exposerait sa propre famille ne l'arrêteraient pas, s'il estimait une action nécessaire pour le bien du peuple.

Le cardinal accepta même, dans le courant de l'hiver, de nous donner, le cas échéant, un message personnel pour le Roi. Celui-ci dépendrait du moment et du lieu de la libération. Dès la fin février, son éminence insiste cependant sur le danger d'une action précipitée et sur l'utilité pour le Roi,

éventuellement libéré, de se rendre d'abord dans un pays neutre et de ne rentrer au pays qu'après avoir acquis la certitude de l'appui des alliés et du gouvernement belge.

Il n'était pas le seul à tenir cette position. Dès le mois de mars, il nous apparut clairement que toutes les autorités compétentes désiraient que le Roi libéré soit conduit immédiatement en Suisse (ou en Suède). Monsieur VAN ACKER, premier ministre, confirma cette directive à monsieur BIHIN, administrateur de la Sureté, dans un entretien du 24 avril 1945. Il lui signala que l'ambassadeur en Suisse, monsieur TAYMANS, avait reçu des instructions précises à ce sujet.

Toutes nos démarches furent guidées par cette orientation. Dans le courant du mois de mars, il y eut une possibilité d'interroger monsieur VON RIBBENTROP au sujet du lieu de détention du Roi. Il répondit que ceci était du ressort exclusif de monsieur HIMMLER.

Un peu plus tard une autre possibilité sembla s'offrir. Monsieur KRUG von NIDDA était en train de négocier le passage éventuel du maréchal PETAIN à travers la Suisse. Les pourparlers avançaient rapidement, lorsque le 20 avril, un journal suisse publia un article s'indignant de ce qu'un criminel de guerre comme monsieur VON NIDDA ait reçu un visa de séjour d'un mois en Suisse. L'intéressé fut forcé de partir et nous ne pûmes plus le joindre.

De nombreux autres contacts furent, entre autres avec la Croix Rouge Suisse, avec les bénédictins de SALZBOURG (quelle bonne intuition!), avec des autorités allemandes du Sud du pays qui avaient signalé le passage d'un train blindé avec des passagers importants, avec les services français (alertés, eux, par la famille BAELS).

L'annonce de la libération du Roi par les soldats du général PATCH mit fin à ce chapitre. Pourtant l'excitation ne retomba pas. Dès le début, on constata que les contacts avec le Roi étaient monopolisés par le gouvernement et le cabinet du Prince Régent. Même le premier ministre reçut une instruction comminatoire de monsieur SPAAK, alors à SAN FRANCISCO, de ne rien entreprendre avant que lui-même ne soit revenu et ait eu une rencontre avec le Roi.

Nous nous demandions s'il ne serait pas intéressant pour le Roi de rencontrer l'un ou l'autre de nos agents. On aurait pu ainsi compléter utilement les informations officielles et triées qu'il recevait. Au début, le cardinal était assez sympathique à cette idée. Puis, il reçut un avis du Régent lui permettant d'envoyer un message directement au Roi. Celui-ci devait cependant passer par le bureau du chef de cabinet du Régent qui se chargerait de le transmettre. Dans ces conditions, il ne nous chargea que d'un message bre, à faire passer éventuellement : "qu'il revienne le plus vite possible". L'insistance sur le dernier mot nous fut commentée par Mgr Leclef.

Nous avons vite constaté que le contrôle des contacts avec le Roi était strict du côté du commandement interallié. Le passage du Rhin devait être interdit à n'importe quel belge qui ne pouvait présenter un ordre de mission précis. Lorsqu'il s'agissait de la zone sensible cet ordre de mission ne pouvait être donné qu'avec l'accord du chef de cabinet du Régent.

Ce n'est pas cela qui pouvait totalement nous arrêter. Après avoir envisagé diverses possibilités, deux tentatives furent envisagées. Les mêmes renseignements étaient aux mains des émissaires. On y parlait de la situation de la maison du Roi en Belgique, du message du cardinal, des informations sur l'état du pays et en particulier de l'opinion publique. Ce fut celle confiée à DANIEL RYELANDT qui réussit. Zigzagant à travers l'Allemagne en tant que correspondant de guerre, il parvint jusqu'au Roi et

s'entretint avec lui pendant cinq heures. Notre ami journaliste nous ramena, avec l'écho de son succès, celui de l'entretien décisif entre le Roi et Paul-Henri SPAAK qui remettait le "possible" à une date indéterminée.

L'autre tentative fut celle que nous entreprîmes, Gérard BLITZ et moi. Nous n'allâmes pas plus loin qu'INNSBRUCK. Nous avons réussi le passage du Rhin en allant par la Suisse et la zone française. Mais dès que nous fûmes identifiés comme belges par le CIC américain, nous serions heurtés à une mise au pas musclée si nous avions voulu aller plus loin. Surtout que les vallées entre INNSBRUCK et SALZBOURG étaient fort surveillées par les troupes à la recherche des éléments SS réfugiés dans les montagnes ou revenant d'Italie.

En rentrant à BRUXELLES, je fus heureux d'apprendre que notre collègue au moins était arrivé au but fixé. Cette partie un peu spéciale de nos activités nous avait passionnés. Nous avons parfois vécu de fortes tensions. Lorsque la page fut tournée, il nous resta cependant à tous, un goût amer de tâche non-accomplie. D'autre part d'avoir agi sans instructions précises, et même à l'encontre des désirs de certains responsables, jetait sur le service une ombre de suspicion et contribua sans doute à alimenter les tensions qui allaient amener début 1946 sa liquidation en partie imposée, en partie volontaire.

Une démobilisation difficile

Ma carrière de résistant ou d'agent secret s'est interrompue trois fois par une fin de service, en termes administratifs, une démobilisation. J'ai donc acquis une certaine expérience sur ce qui se passe dans ce cas. Et ce n'est pas sans importance. Le souvenir de leur période d'activité est conditionné pour beaucoup d'anciens agents par la façon plus ou moins élégante avec laquelle il a été mis fin à cette période de leur vie où ils s'étaient engagés, souvent en prenant de grands risques.

Ma première expérience se rapporte à ma mise en suspension d'activité pour le service CLARENCE/CLEVELAND par suite de mon départ forcé de ma zone d'opérations. Ce fut chirurgical. Les conventions étaient claires : à partir du moment où vous cesserez d'être actif pour nous, on ne vous connaît plus. Ainsi fut fait. Mon grand chef à LIEGE, le Dr STREIGNAERT, m'écrivit plus tard qu'il était intervenu plusieurs fois pour que je sois récupéré. Sans succès. Sans doute à cause de suspicion vis à vis du trop grand esprit d'indépendance des agents liégeois. Mon chef de secteur direct, le Dr LAMBERT me garda cependant comme informateur et s'arrangea pour que ma disponibilité à agir profite à l'Armée Secrète. Je fus ainsi chargé de divers devoirs ayant trait à la préparation de la réoccupation des cantons de l'Est.

Dans le courant 1942, la question suivante avait été posée : "Après la guerre désirez-vous que votre activité pour le service soit valorisée vis à vis des autorités belges, ou bien désirez-vous rester dans l'ombre ?" Ma réponse fut claire. Je ne désirais aucune décoration ou promotion dans les honneurs, mais j'aurai probablement besoin d'une certification de ma qualité de résistant. J'avais été trop souvent amené à jouer double jeu, pour ne pas risquer la réaction d'esprits malveillants. Mais en fait, par suite de mon retour à VERVIERS et EUPEN en tant qu'officier de l'armée secrète, la question fut résolue.

Le contrat fut cependant respecté, grâce à l'intervention du capitaine HOMAN (service TEGAL) qui introduisit un dossier à mon nom. Suite à cette démarche, je reçus en 1951 une série de décorations

(croix de guerre, chevalier de l'ordre de la couronne avec palmes et citations) ainsi qu'un brevet de lieutenant ARA, avec temps de service officiel du 1.10.1940 (trois mois après le début) jusqu'au 30.09.1943 (trois mois après la fin). Mon jeune ménage fut heureux de toucher une rémunération rétroactive pour ces mois officiels de service. Le plus important pour moi fut que grâce à TEGAL, tous mes agents des régions frontalières reçurent également les brevets auxquels ils avaient droit. Deux d'entre eux furent même promus chevaliers de l'ordre de Léopold II.

Une expérience semblable a été vécue par tous ceux qui ont eu la chance de dépendre d'un responsable qui avait la volonté et les connaissances administratives pour introduire à leur nom, un dossier de reconnaissance de services. Ils ont été soigneusement classés dans une des quatre catégories d'agents, ou dans celle des auxiliaires, ou des informateurs. Certains ont bénéficié de cette dernière reconnaissance de la part de réseaux auxquels ils n'ont pas appartenu, mais avec lesquels il y avait des échanges de données parfois à leur insu.

Ma deuxième démobilisation fut celle de l'Armée Secrète. J'y étais inscrit, comme résistant armé, depuis le 1 février 1942. Pendant les années d'occupation, mes missions furent uniquement d'information. J'avais ordre de me trouver à VERVIERS au moment de la libération. Ce que je fis, en y arrivant le 3 septembre 1944 au soir. Je fus immédiatement dirigé vers DOLHAIN, puis EUPEN où je fus nommé, le 12 septembre, sous-lieutenant attaché au Commandant de Place. Cette mission prit fin le 14 octobre 1944 (la veille de la démobilisation de l'Armée Secrète). Mais elle aurait sans doute été prolongée, si je n'y avais mis fin de moi-même à l'appel de Gérard BLITZ. Je savais aussi que les fonctions prévues allaient être occupées avec beaucoup plus de compétences par mon frère, officier d'active et membre du deuxième bureau depuis avant la guerre.

L'officier chargé de régler mon dossier de démobilisation se donna beaucoup de peine pour enfin me retrouver à TUBIZE en 1947, et me faire remplir les papiers qui lui permettraient de compléter ceux des effectifs engagés dans le groupe BAGUETTE (AS CT1 G61 section 611). Ensuite, de quoi je reçus un brevet de résistant armé, confirmant le grade de sous-lieutenant en décembre 1948. Donc ici pas de complications, avec un enregistrement pur et simple des faits.

La troisième activité allait occasionner plus de problème. Je n'allais plus être un membre du corps d'observation en Belgique, ni membre temporaire de la partie clandestine de l'armée belge, mais agent à temps complet, mobilisé à ce titre par la Défense Nationale et affecté à la Sureté belge. Le document officiel de la Sureté me notifiait que j'étais "rappelé" en service, en tant qu'agent ARA à la date du *.11.1944. Je serai de même déchargé de ma mission à la date du 31 janvier 1946.

Dans ma naïveté, je croyais avoir souscrit l'équivalent d'un engagement volontaire à l'armée. C'était aussi l'avis de BOTTE. Mais en droit administratif cela n'était pas le cas. Je n'étais pas "rappelé" mais "appelé". J'aurais dû être soumis aux procédures nécessaires pour être admis à l'armée, en particulier passer devant un officier me faisant lecture du règlement militaire. Lors du contact d'embauche que j'avais eu avec RIVERT (Justin DESCHAMPS), le 22 octobre, il n'avait pas procédé à cette cérémonie, pour laquelle il n'était d'ailleurs pas mandaté.

A noter aussi qu'à la date d'inscription au rôle de la Défense Nationale, j'étais déjà en activité en Suisse. Pendant toute la période qui allait suivre, je crus être tout à fait en règle administrativement, puisque dès mon retour en Belgique, je fus régulièrement rémunéré par l'Administration. Nous fûmes alertés quant à des complications éventuelles pour certains d'entre nous, lorsque deux frères DELANNOY furent appelés simultanément, à l'automne 1944 à effectuer leur service militaire. Or ces

deux jeunes gens revenaient d'Afrique où, en tant qu'engagés volontaires à la Force Publique, ils avaient participé à la campagne d'Abyssinie et conquis des grades de sous-officier. Tout cela ne comptait pas parce que les procédures d'appel réglementaires n'avaient pas été respectées. Il n'y eut rien à faire : ils durent prêter leur service militaire. Heureusement, les officiers qui les prirent en charge surent utiliser leur compétence. La guerre était en cours, et, dans une famille aussi patriotique que les DELANNOY, dont plusieurs membres étaient à SBS, on répondait volontiers présent pour la patrie.

Ceci nous amena à vérifier la situation administrative de nos principaux agents. Il fallut attendre juillet 45 avant de voir clair. Le chef de réseau avait été régulièrement mobilisé et allait être mis en disponibilité. Son adjoint RIVERT, qui était mobilisé à temps plein depuis mars 44, ne l'était régulièrement que depuis le 3 septembre de la même année. Deux autres agents étaient mobilisés et un autre n'avait pas encore presté assez de mois pour être démobilisé à la fin des opérations en Europe. Mais pour moi et un autre de nos amis, notre service n'avait aucune valeur. Nous devions encore passer sous les drapeaux. Le chef de réseau essaya, par une lettre d'octobre 1945 à l'Administrateur-Général de la Sureté, de régulariser ma situation en obtenant une mobilisation au 23 octobre 1944 ou au 15 décembre, où un officier qualifié avait promis de le faire. La situation était ubuesque, je ne pouvais pas non plus envisager d'être démobilisé, puisque je n'avais pas été mobilisé. Cette situation confuse dura quatre mois.

La solution vint d'ailleurs. Le gouvernement décida fin 1945 de ne plus appeler au service les miliciens mariés et pères d'un enfant. Or, je m'étais marié le 28 février et nous attendions notre premier enfant pour la mi-décembre. Moyennant quelques échanges de papiers, cela réglait le problème en le supprimant. Je pus donc commencer à penser sérieusement à ma position future et éventuellement demander mon retour à la vie civile. Certains amis l'avaient fait dès la fin de l'été 1945. C'est ainsi que fut amorcé le cas pénible de Gérard BLITZ. Pendant qu'il courait l'Europe et prenait les risques les plus fous, il fut l'objet d'une dénonciation de la part d'un bourgmestre de la région d'ANVERS. Celui-ci prétendait que c'est à cause de lui qu'il avait été arrêté. C'était juste après la libération, quand les décisions de justice étaient prises rapidement, surtout en l'absence de l'accusé. Or, Gérard ne savait de rien. Il fut condamné par contumace à une substantielle peine de prison.

Lorsque nous apprîmes ce jugement, il était trop tard. Toutes les interventions pour annuler ou faire recommencer la procédure ne donnèrent aucun résultat, même si tout le monde était d'accord que l'accusation ne reposait sur rien, si ce n'est une antipathie du plaignant vis à vis de la belle-famille de Gérard, dont certains membres avaient effectivement collaboré avec les allemands. Un tel jugement ne pouvait être réformé que si le condamné se livrait d'abord à la police belge, et était mené, menottes aux poings devant un juge. Celui-ci pouvait alors le libérer en attendant la révision de la cause. Il était difficile de demander à un héros patriotique aussi ardent et aussi désintéressé que Gérard de se soumettre à une démarche aussi humiliante.

Gérard fut de cet avis et il renonça, à tout jamais à revenir en Belgique. Là où les activités futures du Club Méditerranée auraient réclamé sa présence, il se fit systématiquement remplacer par son père Maurice ou son oncle Gérard de VERVIERS, et plus tard, par ses enfants. Nous avions de notre côté prévu qu'il serait le parrain de notre deuxième fils. Il dut y renoncer. Le garçon reçut cependant le prénom de Gérard et même de Gérard-Luis, en manipulant un peu les prénoms de ses parrains officiels.

Toutes ces péripéties créaient un malaise. Par ailleurs, les dirigeants de la Sureté Belge ne savaient plus très bien quoi faire de ces agents qui couraient l'Europe. Etait-ce le rôle d'un petit pays, en période de paix revenue, d'essayer d'imiter les grands. Je sentais qu'au poste central où j'étais, ma décision allait influencer celle de mes amis et peut-être même celle de l'administration. Je pris divers conseils. Le colonel MAMPUYS, chef du deuxième bureau, trouvait que ces activités devaient intégrer la structure des professionnels de l'information. L'avocat Jean de LANDSHEERE, conseiller à la maison du Roi, pensait que l'époque où il fallait jouer au petit soldat était révolue et que le service à la patrie demandait d'autres efforts, plus dirigés vers la reconstruction du pays. Finalement BOTTE lui-même, qui avait côtoyé nombre d'agents professionnels, estimait, que tout compte fait, ce n'était pas un métier pour le chef de famille que j'étais devenu. Son propre ménage était sur le point de se rompre du fait qu'il n'avait plus le statut d'un chef bien installé à l'étranger.

Fin décembre, je mis la pression pour pouvoir être libéré, avec les difficultés reportées plus haut. Peu après, l'ensemble du réseau suivit cette voie, sauf ceux auxquels leur statut d'officier offrait des garanties. Ils travaillèrent encore quelques mois pour le service rebaptisé "Antennes". Tous n'avaient pas la chance comme moi de pouvoir reprendre immédiatement une vie professionnelle. Ils essayèrent de se débrouiller, souvent dans de l'import-export. Plus tard, certains seront recrutés par la CIA. De ce côté, on me laissa en paix. J'étais sans doute trop marqué en tant que collaborateur des anglais. Il m'arriva d'ailleurs, de temps à autre, de rencontrer d'anciennes connaissances affectées au contrôle de l'immigration dans les points d'entrée au ROYAUME UNI.

Une fois cependant, j'eus à me demander quelle réaction avoir. C'était en décembre 1955 à LONDRES. J'y étais avec ma femme et nous avons choisi de manger au KETTNER'S Restaurant, qui était encore à l'époque le haut lieu de la bonne cuisine britannique. J'avais remarqué, à une table voisine, un couple dont le mari ne m'était pas inconnu. De plus, lui-même se pencha plus d'une fois vers sa femme en faisant manifestement des commentaires à notre sujet. Vers la fin du repas, ce monsieur se leva et, avant de quitter le restaurant, vint à notre table, se pencha vers moi et me demanda d'un ton confidentiel : "Excuse me sir, were'nt you in the secret service during the war?". Que fallait-il répondre ? Oui et rompre une promesse de discrétion. Non et nier la vérité. J'optai pour la seconde solution. Il parut surpris, s'excusa, et partit en se lançant dans de grandes explications vis à vis de sa femme.

En fait, ma réponse était conditionnée par un avertissement que j'avais reçu vers la fin de la guerre, dans le bureau du capitaine NICODEME, de la part d'un ponte des services anglais. Il disait que la guerre allait finir et me ramener à la vie civile, mais que je ne devrai jamais oublier que je resterais toujours contrôlé par le Service. Je n'ai évidemment jamais su si cet interrogatoire indiscret au restaurant était une part de cette stratégie de surveillance. Ce qui est certain, c'est que dans mes activités futures, et spécialement sur le front européen, malgré mes attaches profondes et sentimentales avec la France, je me suis toujours senti considéré comme un "ami de l'Angleterre".

Remarques finales

Le premier mars 1946 mit fin pour moi définitivement à cette période de ma vie où je fus préoccupé, parfois totalement, par la lutte : d'abord contre le nazisme, puis par les activités de résistance à l'occupant, et enfin à collaborer à des missions de liquidation des séquelles de la guerre. Toutes mes

possibilités personnelles auront été mises à contribution : formation, connaissances linguistiques, lieu de résidence, réseaux d'amitiés. Cet engagement total, en grande partie mené en poursuivant mes études, eut des conséquences sur ma santé. Je pesais 74 kilos au début de la guerre, j'étais tombé à moins de 55 kilos au printemps 1944. Là, un médecin clairvoyant, et auquel j'avais pu me confier (Dr MERX), m'incita à me ressourcer pendant quelques semaines en Ardenne. Grâce à mon ami Eric NYSSSEN, je pus le faire dans une région où il trouvait ses sources d'approvisionnement pour le marché noir qui lui permettait de survivre avant de retrouver ses parents au Brésil. C'était à HULSONNIAUX, au Sud-est de DINANT. Mais en 1947 et en 1949 encore, je fus en arrêt de travail pour plusieurs semaines pour cause de dépression nerveuse. Là, je bénéficiai des bons soins du Dr MARAITE d'EUPEN, spécialiste de ce genre de maladie. Il avait notamment soigné des allemands, qui, avant la guerre, venaient demander son aide pour se remettre des sévices de la police nazie.

Finalement, je sortirai donc de cette période épuisé, mais bien remis sur les rails. Ce n'était pas le cas de beaucoup de mes amis. Je pourrais citer ceux de mes agents en Allemagne qui encoururent des blessures diverses, ou qui comme Robert HECK, se mutilèrent volontairement pour ne plus pouvoir être utilisés par l'armée allemande. Mais je pense surtout à mon dernier chef de réseau, Joseph ROMAINVILLE de BAS OHA, alias BOTTE, alias Lucine d'OHA, alias Jacques etc. Lui qui aurait dû n'être normalement qu'un avocat de province (comme disait son ami BAYARD), fut amené à créer deux réseaux très efficaces et étendus. En Suisse, il vivait dans un appartement luxueux et disposait de belles voitures, mais était soumis à des tensions terribles au milieu de soucis pour lui-même, pour sa femme, mais aussi pour tous ceux qu'il avait groupé autour de lui. La hantise des courriers à transporter de Belgique, via le Jura ou via la Haute-Savoie, devait souvent l'empêcher de dormir. L'échec relatif de ses essais de venir au secours du Roi le tenaillait. Devoir quémander ses moyens de subsistance pour pouvoir convenablement exercer ses missions auprès du consul de Genève, et plus tard, auprès de l'administration à BRUXELLES le fatiguait beaucoup.

Subitement, début 1946, tout cela s'arrêta. Il aurait dû redevenir un citoyen ordinaire. Il n'y arriva pas. Il essaya de survivre en acceptant des missions aléatoires et en faisant divers commerces. Mais il n'était pas doué pour cela. Sa femme le quitta. Sa santé ne résista pas, et fin 1951, son système nerveux céda totalement et il mourut dans un tel isolement, que nous n'apprîmes son décès que bien après. Or, il était le parrain de mon aîné.

Mon accueil dans la vie scout fut l'œuvre de Paul DEMEZ. Il forma mon esprit à des valeurs qui me guidèrent toute ma vie. Lui-même hésita longtemps après les humanités sur la voie à suivre. Il passa près de deux ans à vivre dans les Fagnes. Il ne savait pas combien cet entraînement à la solitude lui serait utile plus tard. Peu avant la guerre, il devint inspecteur de police judiciaire. C'est à ce titre qu'il fut recruté par Walter DEWE. Et c'est ainsi qu'il me recruta dès l'été 40, pour le service CLEVELAND. En février 41, il fut arrêté. Après de longs interrogatoires, et un procès encore régulièrement mené, il fut condamné à mort. Pour des raisons jamais vraiment éclaircies, cette sentence ne fut pas exécutée, et il passa 4 ans en cellule, dont la plus grande partie à la forteresse de LANDSBERG, là même où HITLER avait fait de la prison. Ce fut une épreuve terrible: tant d'années sans parler à quiconque. Quand il revint, à l'été 45, il était dans un état inquiétant. Il vivait au grand ralenti, il n'osait pas traverser une rue s'il y avait le moindre mouvement à l'horizon. Sa femme s'attela avec patience à sa remise en état, et ils y parvinrent ensemble après deux ans d'effort. Il put reprendre sa place à la PJ où il termina sa carrière comme commissaire pour les régions frontalières. Mais de brevet de reconnaissance nationale, il n'en eut point. Les bagarres entre réseaux ont sans doute pour effet que personne ne s'est soucié de quelqu'un qui n'arrêta jamais de combattre, mais qui eut le tort d'être arrêté trop tôt.

Mais la stupidité des règlements aura agi à son maximum dans le cas de Gérard-Louis BLITZ. Voilà un authentique résistant d'une grande famille juive d'ANVERS, qui entraîna avec lui de nombreux collaborateurs d'ANVERS, par BRUXELLES, FLORENVILLE, le Jura jusqu'ANNECY. Il prit tous les risques et engrangea de nombreux succès. Mais, victime d'une dénonciation malveillante et injustifiée, il ne sera non seulement reconnu comme résistant en Belgique, mais même menacé d'être mis en prison. L'ingrate patrie ne reconnaîtra jamais que le fondateur du Club Méditerranée était un de ses fils les plus méritants.

Il serait malheureusement possible d'allonger la liste des raisons pour lesquelles les années de guerre ont laissé un certain sentiment d'amertume à de nombreux résistants, et surtout à ceux qui ne voulurent pas se plier à des rituels de manifestations où ils pouvaient voir, au premier rang, nombre de ceux qui se terraient de peur pendant l'occupation et qui ne se sont montrés que quand on ne voyait plus le dernier allemand que de dos.

Finalement c'est au fond de soi-même que l'on doit trouver les satisfactions. Que reste-t-il de ces dix ans de lutte ? D'abord un indéniable succès sur le plan de la jeunesse des cantons. Nous avons maintenu le scoutisme dans la clandestinité, maintenant, ils sont plus de 500 et montrent un splendide dynamisme.

Au point de vue esprit national, nous avons pu montrer concrètement que les habitants des cantons n'avaient pas versé dans la collaboration généralisée. Nous avons réussi dans la libération de ces régions en évitant les excès de ceux qui auraient voulu y aller pour "casser du boche"? Nous avons été les premiers protagonistes d'un esprit de tolérance qui est heureusement devenu une règle dans la communauté germanophone. Et évidemment, je pense avoir apporté à l'effort de guerre ma modeste, mais concrète contribution, que ce soit sous l'occupation, ou par après, dans les actions au départ de pays neutres.

Mais malgré tout comme la plupart des résistants, je ne sortis pas triomphant de la guerre. Ils avaient fait un choix qui les plaçait pendant les années difficiles, en marge de la société. Et ceci, même si la majorité des citoyens leur manifestaient une neutralité bienveillante, pouvant même aller souvent jusqu'à un petit coup de main. Dans l'ensemble, ils étaient partagés entre une admiration secrète et la crainte que ces actions d'opposition pourraient se traduire par des sanctions pour eux tous. Le sentiment vraiment favorable aux combattants de l'ombre ne se développa que lorsque l'horreur des camps fut connue. On chercha alors des héros à glorifier. Certains le méritaient amplement, et ont porté haut le drapeau au nom de leurs camarades. Ils firent l'impossible pour maintenir le souvenir.

Mais tant d'autres : les sans grades, les petits administrativement reconnus ou oubliés, les décorés discrets et les anonymes, tous ont au fond de leur cœur le sentiment mélangé du devoir accompli et de l'indifférence de leurs compatriotes. Peut-être ceux-ci n'ont-ils pas compris l'importance des forces de l'intérieur sur le plan des forces de l'âme. Bien sûr, tous ceux-là étaient des auxiliaires des forces alliées qui les guidaient et les employaient. Mais, ils étaient surtout l'expression de la flamme de liberté héritée d'une vieille histoire et qu'il fallait absolument maintenir dans la nuit des années difficiles. C'est ce qui fut fait. Et après que cela eut été fait, chacun s'en retourna à sa place de simple citoyen.

Annexe

Fiche de renseignements sur JOSEPH ROMAINVILLE

D'après le livre de Fernand STRUBBE " Les services secrets belges "

Joseph ROMAINVILLE

Né en 1916 (originaire de BAS—OHA) officier à l'armée belge.

Evadé d'un camp de prisonniers en Allemagne, pour arriver le 11 janvier 1941, en Belgique.

Quitte la Belgique dès le 6. 02. 1941.

Après un voyage mouvementé arrive finalement en Angleterre le 6.01.42 (passage par l'Algérie etc.)

Après une formation comme agent et radio, il fut parachuté le 28 mai 1942 (avec Joseph LEBLICQ) Il avait une mission ambiguë de servir de radio pour le service LUC, mais aussi d'assurer le contrôle de Londres sur ce réseau, où régnaient quelques dissensions internes. Aussi rompit-il avec IUC.

Il s'approcha de Emmanuel JOORIS (Brise) avec lequel il fonda l'organisation BRISE—BOTTE (dite BB).

Il était lié aux autres frères JOORIS, dont surtout Antoine (BAYARD) mais aussi avec Auguste BUBUISSON.

Après l'arrestation d'Auguste BUBUISSON, le 23 août 1942, il eut un passage difficile.

Il finit par retourner en Angleterre, en janvier 1943.

Il accepta une nouvelle mission au printemps 44 : celle de mettre sur pied un Service Belge en Suisse.

Il fut parachuté à cet effet le 4 mars 1944, à CHABAN près de NIORT.

En 1942, il avait installé avec Antoine JOORIS un centre de transmissions dans les carrières de COMBLAIN au PONT. Ce centre fonctionnera jusqu'à la libération.